

DANS son discours de Figeac, Mitterrand avait dit : « Nous cherchons les réconciliations et les rassemblements d'aujourd'hui et de demain. » Pinton, secrétaire de l'UDF, répondait le soir même sur TF1 : « Ni réconciliation ni rassemblement, ni aujourd'hui ni demain. » Le tour de France de l'unité nationale est tombé en panne à la première étape.

Gonflés à bloc par la déconfiture de la gauche dans toutes les élections partielles, hissant même la voile sociale pour prendre le vent du mécontentement qui souffle contre les mesures d'austérité du gouvernement (« Qu'avez-vous fait de notre pouvoir d'achat ? Pourquoi portez-vous atteinte à notre protection sociale ? », se permet de demander Chirac), se partageant et s'échangeant les rôles du flic dur (Ponia-super-Charlot) et du flic mou (Chirac-la-responsabilité), les battus du 10 mai distribuent les claques et se préparent ensemble pour donner la gifle des municipales.

Et que fait Mitterrand ? Il tend l'autre joue. Il supplie ceux qui rêvent de revanche — et les disent — de garder l'esprit de famille et les bonnes manières en oubliant « les querelles de la veille » : « Nous n'avons pas intérêt à accroître nos divisions, pas même ceux qui s'y livrent avec délectation. »

Quant à ceux qui l'ont mis là où il est, le président les appelle à « s'assembler et accepter la rigueur de l'effort, à résister et à conquérir ». Résistance et reconquête, ça ressemble comme deux gouttes d'eau à rigueur et austérité, mais ça choque peut-être moins les oreilles des salariés pour qui, reconnaît Mitterrand, cet « effort » représente « de graves problèmes, une grande difficulté ».

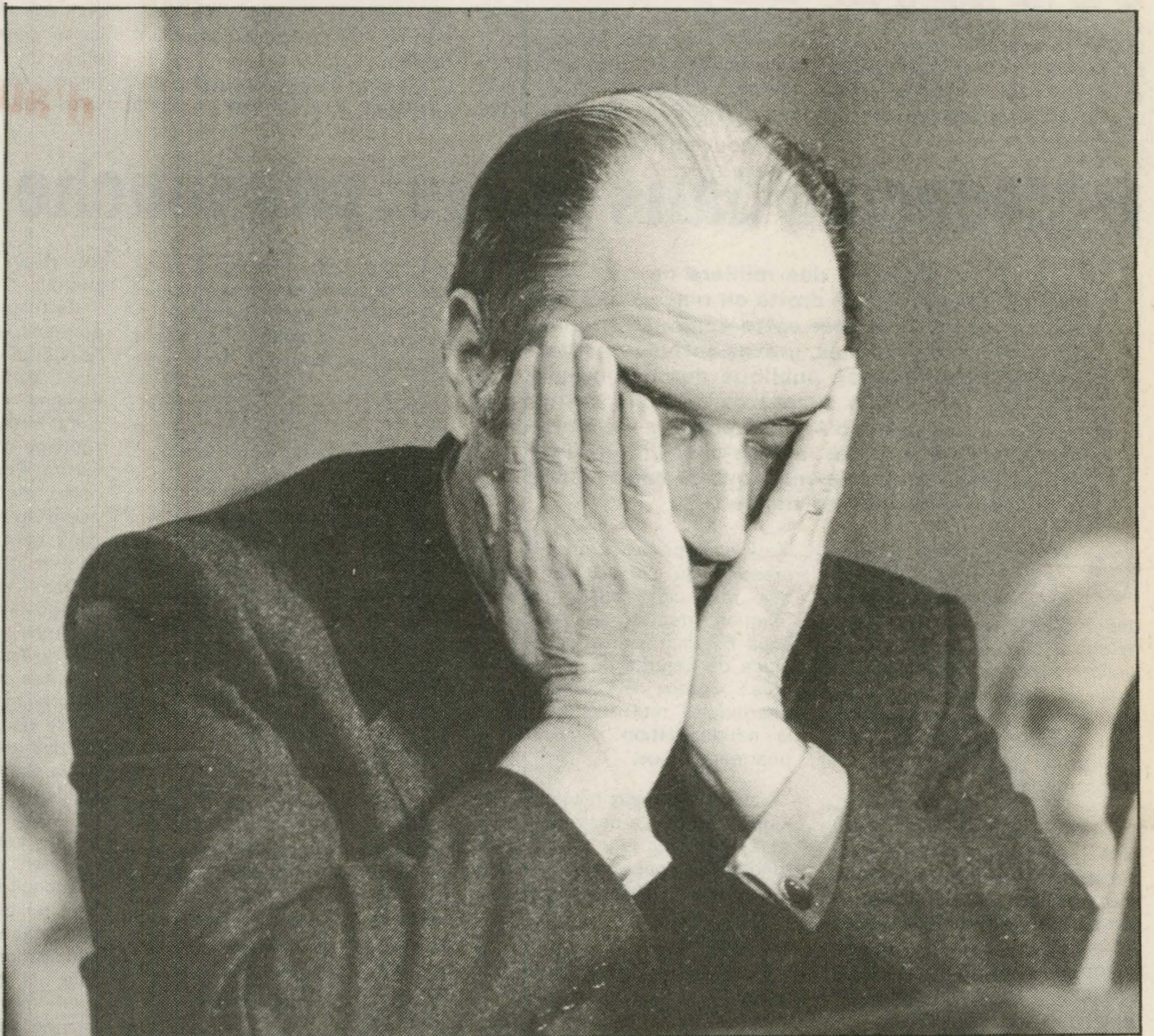
En effet : la diminution du pouvoir d'achat, les licenciements dans la sidérurgie lorraine en même temps que les attaques (dénoncées dans ce numéro) contre l'assurance chômage, la Sécurité sociale, le droit à l'avortement, toutes ces mesures d'austérité décidées, entre autres, par le gouvernement posent de graves problèmes aux travailleurs. La solution ? « Avoir la foi dans l'effort », prêche Mitterrand.

POURTANT, aux patrons on ne promet pas seulement la messe. « La lourdeur des charges qui pèsent sur les entreprises » arrache presque des larmes à notre président. Il demandera donc au gouvernement d'alléger leur fardeau : moins d'impôts, davantage de subventions et de crédits aux patrons, et surtout l'engagement que le gouvernement tiendra les salaires en laisse pendant qu'il lâchera la bride aux profits.

Mais cela ne satisfait quand même pas la droite, ses politiciens de tous bords et ses P-DG avec leur état-major du CNPF. Ce dernier, une fois de plus, signale (dans l'éditorial de son quotidien « les Echos ») qu'« un changement dans le ton du président ne saurait suffire ». Il veut des actes. Il veut que Mitterrand et le gouvernement non seulement expriment sa volonté — ce qu'il fait — mais l'accomplissent complètement, jusqu'au retour de ses hommes de confiance au pouvoir. Notre volonté à nous, la LCR, tout comme celle d'un nombre croissant de travailleurs (lire, page 3, l'exemple de ceux de Rouen, ainsi que nos articles sur les luttes de la sidérurgie, la grève d'EDF), c'est de tout faire pour barrer la route aux amis de Giscard et Chirac. Pour les battre, aujourd'hui dans les entreprises, demain aux élections municipales, il faut battre les mesures et les plans d'austérité d'un gouvernement qui se couche devant eux, battre une politique qui défend leurs intérêts et, comme d'habitude, sacrifie les nôtres.

La droite distribue les claques,

MITTERRAND TEND LA JOUE



**AVORTEMENT:
23 OCTOBRE
MOBILISATION**

p8/9

**CONFERENCE DE
PRESSE DES SOLDATS
POUR LES 6 MOIS**

p10

**Rouen,
mille travailleurs
s'adressent
à Mitterrand
et aux députés
du PS et du PC**

p 3

▶ LE VOYAGE PRESIDENTIEL

COMME la politique de son gouvernement passe visiblement mal, Mitterrand a voulu montrer qu'on n'était jamais si bien servi que par soi-même. Il s'est donc organisé une tournée du Midi-Pyrénées pour aller en personne expliquer aux habitants de la région et, radio et télévision aidant, à tous les Français, en quoi consistait « la deuxième phase de l'action gouvernementale », inaugurée — faut-il le rappeler ? — par le blocage des salaires.

La bataille de la « résistance » et de la « reconquête » sera menée aux accents de « la réconciliation nationale » (lire notre éditorial en première page).

Pourtant, le voyage présidentiel lui-même constitue une première illustration de l'impossibilité de cette fameuse réconciliation et des effets démobilisateurs de cette politique sur l'électorat de gauche et les partisans du changement.

La foule n'était pas dans la rue pour saluer le cortège présidentiel des villes traversées. Pourquoi d'ailleurs s'y serait-elle trouvée. Faire applaudir la diminution du pouvoir d'achat des salariés et les attaques contre leur niveau de vie est une gageure que ne

peuvent pas tenir les dirigeants du PS ou du PC.

Par contre, sur place, la droite a mobilisé le ban et l'arrière-ban de ses troupes pour répondre comme elle l'entendait à l'offensive de charme du gouvernement. Dans toutes les villes la majorité des petits commerçants ont fermé boutique. L'opération « villes mortes-rideaux baissés » a été une incontestable réussite pour ses initiateurs du CID. Ces derniers, appuyés par leurs gros bras fascistes du Front national n'ont reculé devant rien : tout commerçant récalcitrant était menacé de représailles à l'encontre de son établissement.

Face à cette offensive, les dirigeants locaux du PS, du PCF et des syndicats ont finalement compris que le voyage présidentiel risquait de tourner au vinaigre. A Toulouse, chacune des organisations — à l'exception de la CFDT — distribuait son tract les 23 et 24 pour appeler à se rassembler place du Capitole le 28 septembre. Le syndicat CFDT des PTT s'est désolidarisé face à l'abstention de l'union départementale d'Edmond Maire. Mais CGT, PS et PC se sont contentés

d'appeler les Toulousains à venir applaudir Mitterrand. Et comme ils craignaient que tout le monde n'y soit pas prêt, même si beaucoup voulaient faire pièce aux manœuvres de la droite, ils sont allés jusqu'à demander à la police d'interdire l'accès de la place aux militants et sympathisants de la LCR ainsi qu'au cortège des partisans de l'OLP rassemblés derrière une grande banderole portant l'inscription : « Mitterrand, reconnaissez l'OLP ! »

La place du Capitole était cernée de toute part par des cordons de policiers zélés qui en filtraient l'entrée. La droite et l'extrême droite s'étaient cependant rassemblées dans l'un des immeubles bourgeois qui entoure la place. De toutes les fenêtres et balcons elle n'a pas cessé de siffler et conspuer le discours de Mitterrand en organisant un beau chahut à l'aide de ses klaxons. A la fin du rassemblement, les militants de la LCR ont improvisé une courte manifestation sous le mot d'ordre : « contre la droite et les patrons : unité, mobilisation ! », qui fut alors largement repris.

Alors qu'on annonce des licenciements à ITT-Canon, qu'une

L'AUSTERITE ET LE GOUPILLON

Les évêques français ont consacré leur dernier conclave à la crise économique. La rigueur des temps leur inspire une première réflexion : il faut « changer les habitudes ».

Pour combattre « l'illusion de solutions faciles et rapides », le conseil permanent de l'épiscopat pointe sa crosse sur tout ce qui, ici-bas, empêche que « les citoyens de notre pays acquièrent une idée réaliste de l'état du monde et de la situation de la France ».

Ils dénoncent ainsi « le vif désir d'atteindre le niveau de vie de la catégorie sociale supérieure à la sienne » et « les abus du système de protection sociale ». Le péché d'orgueil, quoi.

Nos évêques, qui aiment leur prochain, dénoncent « la déma-

gogie, le corporatisme, les multiples manières de tirer égoïstement son épingle du jeu, le report des responsabilités individuelles sur un bouc émissaire ». Aide-toi, le ciel t'aidera : le capitalisme n'a rien à voir là-dedans. Eux qui marchent pieds nus dans leurs sandales, vêtus d'une simple robe de bure, ils veulent « faciliter pour les hommes de nouveaux comportements ».

Par exemple : « Il serait anormal de lutter sans discernement pour le maintien des avantages acquis » ; « sauf pour les plus défavorisés, la défense du niveau de vie n'est pas aujourd'hui le plus urgent ».

Tout ça, paraît-il, vient de l'Évangile.

Mgr Lustiger, archevêque de Paris, reconnaît bravement dans le Figaro que « l'Église joue un rôle politique ». La déclaration des évêques nous dit clairement lequel. Merci.

grève se prépare à la SNIAS, qu'il y a depuis août une mobilisation sans précédent dans les trois grands hôpitaux de Toulouse, les dirigeants de la gauche n'ont pas voulu relever le défi de la droite. Ils ont visiblement craint qu'une véritable mobilisation unitaire ne laisse percer, ce jour-là sur la place du Capitole, le mécontentement des travailleurs toulousains face aux mesures d'austé-

rité qu'est venu défendre le président. Ils ont ainsi laissé le champ libre aux forces réactionnaires qui, elles, ne se sont pas privées de faire entendre leurs exigences. Une preuve de plus que la politique de « réconciliation nationale » au profit des patrons, qui lui manifestent ouvertement tout leur mépris, est directement contradictoire avec les aspirations du 10 mai.

▶ Médecins dans la rue: pas touche aux privilèges !

Le 30 septembre, des milliers de médecins étaient dans la rue. A droite on n'avait pas lésiné sur les moyens pour cette démonstration de force : cabinets fermés, grèves actives et déterminées, dénonciation publique des non-grévistes. Pour assurer le succès de ce point culminant à la « semaine d'action contre la médecine bureaucratique », des avions-charters avaient été affrétés pour emmener tout ce beau monde à la manifestation parisienne.

OFFICIELLEMENT, le motif de cette grève est le blocage des tarifs médicaux depuis plus d'un an. Cette mesure qui a, c'est vrai, pénalisé les jeunes médecins récemment installés et ceux dont les revenus sont les plus faibles, n'a pourtant qu'à peine égratigné les privilèges de la grande majorité du corps médical.

C'est pourquoi ce motif officiel est bien vite passé au second plan pour les animateurs et les participants à ce mouvement réactionnaire. Celui-ci s'est en fait rassemblé derrière le drapeau de la défense pure et simple de la médecine libérale telle qu'elle est, avec ses scandales et ses combines quotidiennes.

Le 30 septembre n'aura été qu'un tremplin pour l'offensive effrénée que mènent, depuis le 10 mai 1981, les organisations corporatistes de la profession et la presse médicale. Ces organisations et cette presse ont déjà à leur actif la campagne contre Nicole Questiaux, le ministre socialiste de l'époque, lors de l'affaire Lucet qui vient de rebondir récemment ; contre Jack Ralite, le ministre communiste de la Santé, et le droit de grève du personnel

dans les hôpitaux ; contre la suppression du conseil de l'Ordre des médecins, bastion de la réaction depuis sa naissance sous Pétain ; contre la mise en place de centres de santé intégrés ; contre la création des pharmacies mutualistes ; contre la nationalisation de l'industrie pharmaceutique.

Comme on peut facilement en juger, tout ça n'a pas grand-chose à voir avec la « qualité de la médecine » que ces messieurs prétendent vouloir préserver.

Le gratin des professions libérales

La plus importante de ces campagnes, contre la suppression du secteur privé à l'hôpital, a été la rampe de lancement du pseudo-syndicat « Solidarité médicale ». Cette officine, dirigée par le RPR, dispose de ressources considérables et inonde le milieu médical de sa propagande luxueuse.

Le mouvement a pris une dimension supplémentaire lorsqu'aux grands patrons de la médecine est venu se joindre tout le gratin des professions libérales :

les corporations de para-médicaux (kinésithérapeutes, etc.), les pharmaciens, les avocats, les notaires, les architectes. La droite, qui tire évidemment les ficelles, veut souder toutes ces corporations autour d'un axe commun : pas touche aux privilèges ! pas de changement pour les possédants !

Pour tous ces braves gens, qui ne jurent que par leur « apolitisme », il s'agit donc bel et bien d'une vaste entreprise politique pour mobiliser activement l'ensemble des professions libérales contre toute possibilité de changement ouverte par le 10 mai.

Des changements très discrets

Dans le domaine de la santé, comme ailleurs et peut-être davantage, les changements ont pourtant été très discrets. Même les quelques réformes promises n'ont toujours pas été réalisées : le secteur privé hospitalier a la vie dure ; les nouvelles formes d'exercice de la profession rompant avec la médecine de profit sont rangées pour longtemps dans un tiroir ministériel ; l'Ordre des médecins a encore de beaux jours devant lui et, dans ces eaux-là, on s'affaire beaucoup pour faire échec à toute tentative de rembourser l'avortement. En outre, les mesures prises récemment par le ministre Bérégovoy à l'encontre du système de protection sociale et du droit à la santé s'inspirent, pour l'essentiel, de celles qui étaient préconisées par son prédécesseur giscardien Bar-

rot. (Voir notre article dans le journal.)

Cette politique de la reculade permanente, conforme à celle de l'austérité que prônent ouvertement Mitterrand et son gouvernement, n'a eu comme seul résultat immédiat que de renforcer l'audace et la détermination des formations réactionnaires du corps médical en même temps que d'isoler et de désavouer tout ceux qui, en son sein, soutiennent le changement.

Dans cette profession en crise, le gouvernement a ainsi réalisé un autre tour de force. Il a contribué à ressouder la grande majorité des médecins derrière ses propres et farouches adversaires. Inutile de préciser que Jack Ralite, dirigeant du PCF et ministre de la Santé, n'a pas démenti la solidarité sans faille qui lie son parti à cette politique de capitulation. Les propos récents du président de la République sur la « réconciliation nationale » trouvent ici une application qui devrait faire réfléchir ailleurs : la conciliation avec la droite médicale, la réconciliation avec la droite tout court, c'est le plus sûr chemin de son renforcement sur tous les terrains.

Chirac : « Vos inquiétudes sont les miennes »

La droite ne s'y trompe pas. Depuis le 10 mai, elle a choisi le corps médical comme champ de manœuvre. La presse médicale est directement financée par la publicité que lui accordent généreusement les grands laboratoires pharmaceutiques. Elle joue un

rôle central dans cette campagne de grande envergure, avec ses deux quotidiens directement liés pour l'un au quotidien patronal *les Echos*, pour l'autre au *Quotidien de Paris*. Chirac en personne a sauté sur l'occasion en déclarant « aux médecins », une semaine avant leur grève : « Vos inquiétudes sont les miennes. »

A toute chose malheur peut être bon. Au sein des professions libérales, la contre-offensive a commencé à s'organiser. Autour du Syndicat de la médecine hospitalière (SMH), plusieurs autres organisations de médecins ont dénoncé la fonction de la grève du 30 septembre. Le Syndicat de la médecine générale (SMG) s'est opposé à la grève en demandant, une fois de plus, au gouvernement qu'il tienne ses engagements et mette en œuvre les mesures nécessaires. Le Syndicat des avocats de France (SAF) s'est lui aussi désolidarisé de la manifestation.

Mitterrand et ses ministres parlent beaucoup de « résistance » et de « reconquête », ces temps-ci. Ils seraient bien inspirés d'encourager celles qui essaient de développer les médecins progressistes face aux manœuvres et aux mobilisations réactionnaires dans leur profession. Les travailleurs sont en droit de l'exiger en manifestant leur solidarité active avec ceux qui luttent, dans le corps médical, pour un système de santé débarrassé de l'emprise du profit. Il s'agit de leur droit à une santé de qualité.

Christian Dampierre
Albert Rochal

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Nom
Prénom
Adresse

Abonnement

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Voilà l'appel lancé par mille travailleurs de Rouen

MILLE signatures en moins de 10 jours. Les initiateurs de l'appel que nous reproduisons ci-dessous étaient eux-mêmes étonnés de l'écho rencontré par leur lettre.

Leur but ? Faire entendre haut et fort ce que beaucoup disent dans les entreprises... mais ce que ne disent ni Marchais, ni Jospin, ni les dirigeants syndicaux. L'initiative est partie des Papeteries de la Chapelle, de la SNCF, de Renault-Cléon... avec des militants de la LCR de ces entreprises, mais qui ont vite reçu le renfort d'autres militants et dirigeants du mouvement ouvrier local, d'autres horizons ; certains ayant participé à Union dans les luttes, certains responsables du PC local il y a encore peu de temps... comme Jean-Paul, secrétaire de l'UL CGT jusqu'à récemment, des dirigeants de syndicats CFTD aussi.

Mais finalement quoi d'étonnant, ce rassemblement de courants, ce nom-

bre de signatures ? Puisque eux ne font là que continuer leur combat quotidien, celui mené depuis des années ; celui dont de plus en plus de travailleurs sentent que s'écartent les dirigeants nationaux du mouvement politique et syndical.

Quoi d'étonnant dans une région rouennaise qui arrive dans le trio de tête national pour le taux de chômage, où un travailleur sur sept n'a pas d'emploi ?

Dans les engrais, la restructuration devrait entraîner la suppression de 1 000 emplois avec la fermeture d'APC de Grand-Couronne, et des compressions à Rhône-Poulenc de Grand-Quevilly. Chaque semaine les rues de Rouen résonnent des protestations des travailleurs de l'entreprise métallurgique Julin où la moitié de l'effectif, 400 personnes, sont menacés de licenciement, de ceux de « Pap'Chap », les Papeteries de la Chapelle-Darblay dont le bilan est déposé depuis

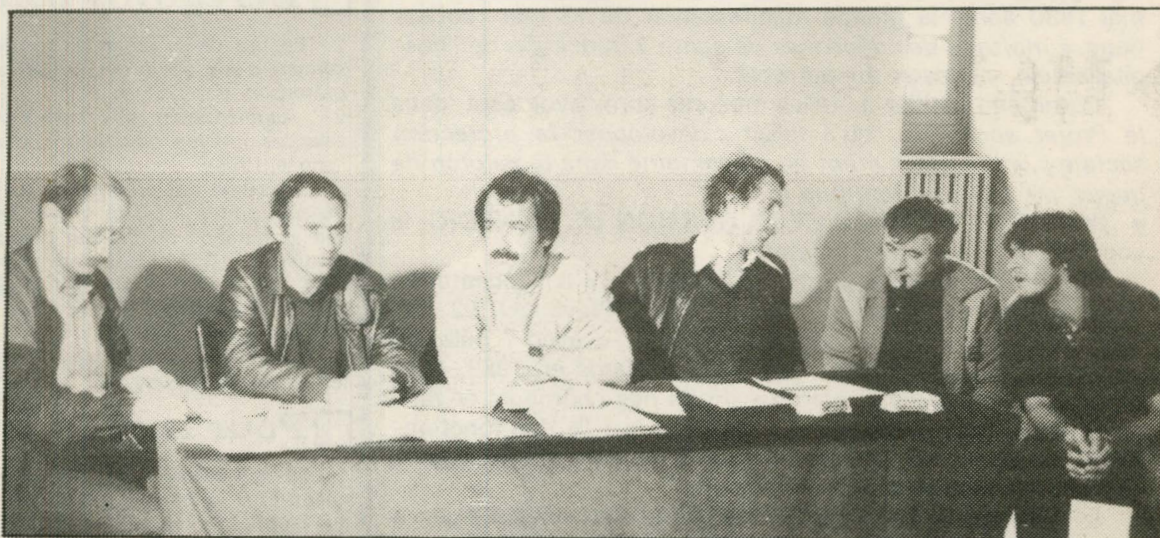
presque deux ans et à qui on ne promet que des sur-

Ça, c'est pour les licenciements. Et l'écho rencontré à Renault-Cléon, à la SNCF, aux PTT rend compte du refus des pertes de pouvoir d'achat et de ce qu'annonce le budget d'austérité, en termes d'effectifs. C'est pour cela que la lettre commence aussi à être signée dans les hôpi-

taux.

C'est dire si est forte la volonté de rappeler aux députés du PCF et du PS qu'ils n'ont pas été élus pour ça. Ceux de Rouen ne comptent pas en rester là. Ils comptent bien que dans la région la lettre soit signée dans toutes les entreprises et qu'elle serve à demander des comptes aux députés, qu'elle serve à la discussion parmi les

travailleurs, qu'elle serve de tremplin pour l'action et la coordination de l'action. L'écho qu'ont donné la presse et la télé régionales est déjà un point d'acquis. Mais ils comptent bien que dans les autres régions de France, les travailleurs relayent leur initiative. Pour cela ils ont ouvert une boîte postale et se sont adressés à la presse nationale.



LETTRE OUVERTE A F. MITTERRAND, AUX DEPUTES DU PS ET DU PC

Les mesures prises depuis le mois de juin par le gouvernement, celles prévues pour les mois à venir nous semblent graves.

Baisser le pouvoir d'achat, prévoir des restrictions sur les prestations de la Sécurité sociale, augmenter la cotisation chômage des salariés, tout cela va encore aggraver nos conditions de vie et de travail. Au même moment, les patrons continuent à licencier ou à fermer un grand nombre d'entreprises.

Ces mesures d'austérité ne s'attaquent pas aux vrais responsables de la crise, les capitalistes, qui eux, gardent leurs profits.

Agir ainsi ne peut qu'écoeurer les travailleurs et encourager les patrons à demander encore plus.

Ces mesures nous les refusons.

Le 10 mai, nous vous avons élus pour mettre en œuvre le changement.

Nous savions que le grand patronat, la droite, les Giscard, Chirac, Lecanuet ne reculeraient devant aucun moyen, aucune attaque pour bloquer le changement. Ils vont jusqu'à provoquer des manifestations de rue, et mobilisent leurs troupes pour les municipales.

Nous sommes prêts à nous mobiliser dans l'unité pour faire respecter, contre le patronat et la droite, le choix qu'on a fait le 10 mai, quelles que soient nos opinions politiques ou syndicales.

Nous demandons le maintien du pouvoir d'achat et la fin des licenciements.

Vous qui êtes à la présidence et au Parlement, vous devez respecter nos aspirations et nos revendications. Vous devez vous en prendre aux privilégiés de la fortune, à leurs milliards, pas à nous.

La déclaration à la conférence de presse du 28 septembre

MILLE travailleurs et travailleuses de l'agglomération rouennaise ont décidé de faire entendre leurs voix en s'adressant à François Mitterrand et aux députés du PCF et du PS.

Qui sommes-nous ?

Des ouvriers et des employés des Papeteries de la Chapelle-Darblay, de Renault-Cléon, de la SNCF, des PTT et d'autres entreprises de la ville, militants syndicaux ou politiques, militants du mouvement social et associatif, simples travailleurs ou jeunes en formation.

Que voulons-nous dire ?

Au moment où l'orchestre de la droite entonne le concert des revenants avec Giscard, Barre, Chirac et Poniatsowski jouant chacun les solistes, il est important que des travailleurs qui ont voté le 10 mai pour le changement affirment :

— oui, nous refusons les mesures d'austérité prises depuis trois mois par le gouvernement qui, en fait, ne touchent que les travailleurs ;

— il faut s'en prendre au grand capital, aux responsables de la crise ;

— en mai-juin 1981, nous avons chassé la droite pour le changement, le progrès social, à l'entreprise comme à l'école ;

— ce choix, nous ne le remettons pas en cause, au contraire nous voulons qu'il se réalise ;

— nous sommes prêts, comme des millions de travailleurs de ce pays, à nous mobiliser dans l'unité pour nos revendications, pour empêcher le retour de la droite.

Nous ne sommes pas les déçus du changement, au contraire, nous voulons que le changement aboutisse et les travailleurs sont la force sociale qui peut le permettre.

Nous lançons cet appel dans la région rouennaise, une des régions les plus touchées par les licenciements et le chômage.

Nous lançons cet appel pour qu'il soit repris par les travailleurs et les travailleuses de notre région, mais aussi dans toute la France, car tous, comme nous, ont voté le 10 mai, tous subissent la perte du pouvoir

d'achat et le chômage.

Nous voulons qu'avec nous ils fassent entendre leurs voix, pour que, ensemble, nous nous opposions à la démagogie scandaleuse de la droite, pour que, ensemble, nous refusions les mesures d'austérité, pour que, ensemble, nous affirmions notre volonté de riposter au grand patronat.

Voilà ce que nous voulons dire à ceux qui ont été élus le 10 mai.

En une semaine, notre texte a déjà été signé par 1 000 travailleurs, et l'écho qu'il rencontre partout nous renforce dans notre volonté de le faire connaître dans tout le pays.

Nous appelons à une réunion des signataires pour organiser la suite de notre action le vendredi 15 octobre, 20 h 30, salle des fêtes Bois de la Garenne, Sotteville.

Nous ouvrons une boîte postale grâce à laquelle tous ceux qui le veulent pourront recevoir notre lettre et où nous centraliserons les signatures : Gérard Quillaud, B.P. 41, 76301 Sotteville-lès-Rouen CEDEX

On ne fait pas du neuf avec les vieux projets patronaux

On ne fait pas du neuf avec du vieux ! Et, pourtant, le gouvernement refuse de rompre avec les vieux projets du régime giscardien...

● **DANS LA SIDERURGIE**, sous prétexte de « remettre à flot cette industrie malade », la majorité PS-PC se soumet aux directives des « autorités européennes » : 12 000 suppressions d'emplois et une baisse de 20 % des capacités de production. On nous parle de « surproduction » sans avoir fait la moindre étude sur les besoins d'équipements collectifs et sociaux !

Cette obéissance aux exigences patronales va jusqu'à la caricature : le plan adopté le 29 septembre était préparé, avant le 10 mai 1981, par Claude Etchegaray, P-DG d'Usinor du temps de Giscard, aujourd'hui adjoint du baron Davignon à la tête de l'Europe capitaliste.

● **POUR LA SECURITE SOCIALE**, même caricature. Les projets de Bérégovoy ne sont que la reprise des attaques commencées en 1977 et du projet de loi Berger, abandonné en mai 1980 après la grande manifestation du 13 mai : cotisations, « maîtrise des dépenses de santé », réduction de l'hospitalisation, cadeaux au patronat.

Comment justifier de telles mesures après avoir écrit, dans le *Projet socialiste*, qu'il fallait « développer la protection sociale », « la France étant en ce domaine dans le peloton de queue du Marché commun » ?

● **POUR LE CHOMAGE ET LA GESTION DE L'UNEDIC**, la contradiction est aussi éclatante.

On est passé de « la priorité à l'emploi » à l'acceptation d'un chômage de masse de longue durée. Prévoyant 2,2 millions de chômeurs au printemps prochain — avec 7 milliards de déficit de l'UNEDIC en 1982 et 31 milliards en 1983 —, le gouvernement va s'attaquer aux droits des chômeurs et faire payer les frais du chômage aux salariés : le 1 % des fonctionnaires, l'augmentation de toutes les cotisations de salariés, la révision en baisse des prestations...

Le vice président du CNPF chargé de cette négociation a bien rappelé, en effet, qu'il « se bat pour éviter toute augmentation des charges des entreprises ». Et le gouvernement ne veut rien faire qui heurte messieurs les patrons.

● **POUR LA POLITIQUE SALARIALE**, on sait aussi qu'il s'agit de sacrifier le pouvoir d'achat des travailleurs à la « guerre économique » : « Pour rétablir la situation, explique les *Echos* du 9 septembre, il faudrait en dix-huit mois entamer le pouvoir d'achat d'environ 4 % » car « il n'y a plus de profits au sens strict du terme. »

Le gouvernement, visiblement, prend ces exigences pour « les lois de l'économie »... Sans à aucun moment poser la vraie question, que les *Echos* eux-mêmes faisaient apparaître cet été : « La plupart des entreprises ont réussi à améliorer leur capacité d'autofinancement. » Une partie des sociétés a augmenté de 30 % les bénéfices par rapport à 1980, la plupart des autres se portent fort bien ; mais elles ne distribuent pas leurs bénéfices, ni au fisc ni aux actionnaires. Elles se refusent aussi à investir, surtout en France...

TOUT SE TIENT !

Quatre exemples ; quatre façons de sacrifier les travailleurs. Au nom de « la crise », comme si elle n'était pas la conséquence de la politique bourgeoise, le PS et le PC acceptent de réduire la production d'acier, de conserver le chômage, de respecter les plans et les profits patronaux. D'où l'austérité pour les travailleurs.

Or, avant le 10 mai, il était promis de rétablir en priorité le plein emploi par une politique visant à satisfaire les besoins sociaux. Il était expliqué que les nationalisations et la planification permettraient de « refuser une division internationale du travail décidée loin de chez nous et obéissant à des intérêts qui ne sont pas les nôtres » (1). Autant de projets vite abandonnés parce que le gouvernement demande aux capitalistes l'autorisation d'agir...

Pour les travailleurs, il ne doit donc y avoir aucune hésitation : mobilisation pour les revendications, contre les attaques patronales, pour remettre le changement sur ses rails.

Pierre Rème

(1) Mitterrand dans sa première conférence de presse le 24 septembre 1981.



SECURITE SOCIALE : Plus cher et moins bien

● **J. Barrot (ministre de la Santé de Giscard) : « un pas dans le sens du réalisme après avoir perdu du temps pendant dix-huit mois. »**

Au moment où nous mettons sous presse, le Conseil des ministres n'était pas encore terminé. Certaines des dispositions du projet de loi Bérégovoy pourraient être non abandonnées mais différées jusqu'au printemps prochain (après les élections municipa-

les). Ces reculs partiels, si reculs il y a, ne changent en rien la nature profonde du projet : faire payer davantage les assurés sociaux tout en diminuant les prestations, garantir aux patrons qu'on ne les fera pas payer ; mieux, que le pillage peut continuer. De ce point de vue, la diminution du

prix d'une vingtaine de produits pharmaceutiques apparaît, malgré les hurlements des trusts, comme une mesure dérisoire ; c'est à l'ensemble des surprofits de cette branche qu'il fallait s'attaquer.

□ **Giscard : la sécu. c'est trop cher**

1 - Diminuer les cotisations patronales en remplaçant une partie de ces cotisations par un accroissement de la TVA

2 - Faire payer davantage les salariés.

3 - Soumettre les préretraités et les retraités à la cotisation (déjà 1 % et 2 % de cotisation).

4 - Faire évoluer (en les comprimant) les dépenses de santé en fonction de l'évolution du produit intérieur brut et donc diminuer les dépenses de santé :

— par l'institution d'une enveloppe globale des dépenses de santé instaurée par la convention médicale de

juin 1980, enveloppe ayant un « caractère indicatif » ;

— par le renforcement du contrôle médical et l'instauration d'un carnet de soins.

Il est institué pour chaque assuré social et pour chacun de ses ayants droit un carnet de soins... Ce carnet de soins est régulièrement communiqué à la caisse d'assurance maladie qui peut remettre en cause le remboursement des actes qui n'y figureraient pas » (projet de loi Berger art. 22). Possibilité pour le médecin du travail et donc de l'employeur de connaître le contenu de ce carnet. — par la diminution des dépenses hospitalières.

« Allocation budgétaire globale » : « L'allocation budgétaire globale annuelle, ainsi que la tarification des prestations de ces établissements, qui est fixée notamment en fonction de cette allocation, sont arrêtées (...) par le préfet » (projet de loi Berger, article 17).

« Remplacement du ticket modérateur par forfait journalier » : « (...) la participation journalière due par toute personne hospitalisée est fixée à un montant forfaitaire permettant d'assurer une recette équivalente à celle qui aurait résulté de l'application des dispositions actuellement en vigueur » (projet de loi Berger, article 20).

□ **Bérégovoy copie**

1 - Reprise de ce projet de remplacement d'une partie des cotisations patronales par la TVA.

2 - Augmentation des cotisations salariales (prévues pour le milieu de l'année 1983).

3 - Cotisation des préretraités sur la maladie portée à 5,5 et 4,7 %. Soit une amputation du pouvoir d'achat d'environ 10 %. Dès novembre 1981, la cotisation supplémentaire de 1 % abrogée par Giscard au mois de janvier a été rétablie.

4 - Ce principe est à la base du projet de loi Bérégovoy.

La convention médicale dont l'abrogation avait été promise pour l'été 1981 est toujours appliquée. Son renouvellement sur la même base doit intervenir à la fin de l'année.

L'instauration du carnet de soins est reprise par Bérégovoy au micro de RTL dans les mêmes termes que le projet de loi Berger.

Le contenu des articles 17 et 20 du projet de loi Berger est repris sous la même forme dans le projet de loi Bérégovoy. Le forfait hôtelier

visera même les victimes d'accidents du travail. Une des conséquences en serait la disparition de la gratuité de l'accouchement.

Le ministre de la Sécu a lui-même dit qu'il s'agissait de « mesures conjoncturelles », les « mesures structurelles » viendront après. Parmi ces mesures figure le non-paiement des indemnités journalières pendant dix ou quinze jours (au lieu de trois jours actuellement). Cette mesure, jamais la bourgeoisie n'a tenté de la faire passer depuis 1959.

□ **Pour le droit à la Santé : 7 mesures indispensables**

Les solutions avancées sont celles-là mêmes que proposaient les syndicats avant le 10 mai 1981 :

Le problème du financement se résoud :

— par le règlement des dettes patronales et l'instauration d'une caisse de garantie patronale se substituant aux employeurs en faillite ;

— par la suppression des exemptions de cotisations dont bénéficient les patrons ;

— par la suppression des char-

ges indues qui devraient être supportées par le budget de l'Etat (formation des futurs médecins, investissement dans la construction des hôpitaux, TVA sur les médicaments et les constructions hospitalières).

L'ensemble des charges indues représente plus de **CENT MILLIARDS DE FRANCS ACTUELS**, les dettes patronales au moins **DIX-SEPT MILLIARDS DE FRANCS ACTUELS**.

— Abrogation de la convention médicale, création d'un service

public de santé englobant les professions médicales et paramédicales.

— Nationalisation sans indemnisation des trusts pharmaceutiques.

— Développement de la prévention qui garantit pour les années à venir une amélioration de l'état sanitaire, donc une diminution future des dépenses de santé.

— Substitution de cette action de prévention du flicage des assurés sociaux.



CAISSES CHOMAGE : Moins bien et plus cher

● **Y. Chotard (CNPF) : « les partenaires sociaux ont compris. »**

POUR l'assurance-chômage, le plan Bérégovoy adopté le mercredi 29 septembre comporte déjà un mauvais coup : les préretraités et les chômeurs devront verser des cotisations à la Sécurité sociale et aux assurances-vieillesse, au même taux que les actifs. Résultat : le gouvernement ampute de fait de près de 10 % le taux de la garantie de ressources (préretraités à 70 % de leur salaire brut moyen avant 60 ans). « Une manière comme une autre de réaliser des économies », commente les *Echos* du 29 septembre alors que l'*Humanité* titre : « un bon point pour la retraite à 60 ans » et le *Matin* : « vers une solution ».

En pratique, cela confirme l'optimisme affiché par Yvon Chotard dans son interview aux *Echos* du 20 septembre : « Les partenaires sociaux ont compris que l'UNEDIC, conçue pour indemniser quelques centaines de milliers de deman-

deurs d'emplois, ne pouvait en supporter deux millions. » On connaît la suite, prévisible et déjà plus ou moins annoncée : cotisation chômage de 1 % versée par les fonctionnaires, augmentation des cotisations de tous les autres salariés, exigence d'une subvention de l'Etat, le CNPF affirmant que « la promesse de ne pas alourdir les charges des entreprises doit être tenue ».

Non à la cogestion du chômage !

Non aux cotisations des salariés !

Soyons sans illusion : les appels à la solidarité pour éponger le déficit des caisses-chômage est pure hypocrisie : les patrons utilisent ce système pour faire payer par les salariés les conséquences des licenciements et des restructurations en

tout genre. Un peu comme si un chauffard exigeait qu'un piéton accidenté lui paie les frais de réparation de sa carrosserie !

Chotard en effet donne un peu de précision à ce faux débat des « nouvelles solidarités » : le système de l'UNEDIC, financé et géré paritairement par les syndicats et les patrons ne correspond plus à la réalité. Il visait à « aider et indemniser quelques centaines de milliers de chômeurs en cours de mutation professionnelle »... Or, aujourd'hui, il s'agit d'un chômage de longue durée et de masse, conséquence directe des politiques patronales. C'est aux patrons de payer les pots cassés par eux-mêmes. Et la seule conclusion logique serait donc de supprimer toute cotisation des salariés pour imposer que la charge du chômage soit financée, jusqu'au retour du plein emploi, par les fauteurs de chômage.

SIDERURGIE

Le gouvernement obéit à l'Europe capitaliste

12 000 suppressions d'emplois

En acceptant de « respecter le cadre fixé par l'Europe des Dix », il n'y a pas deux politiques possibles : pour s'adapter à la sidérurgie de l'an 2 000 telle que les capitalistes la prévoient, il faut supprimer au moins quinze mille emplois et concentrer l'essentiel des 26 milliards donnés par les pouvoirs publics pour moderniser quelques installations à Dunkerque et à Fos. Une autre politique est nécessaire pour satisfaire les besoins des travailleurs, pour ne pas subir la crise ; mais le gouvernement lui tourne le dos : le respect de « la compétitivité », ce qui mène à la même politique que sous Giscard...

Quelle farce stupide le gouvernement n'en est-il pas réduit ! Le mercredi 29 septembre, au moment où il entérine le « plan acier » dicté par le patronat européen, il fait donner le P-DG de Renault qui « annonce » la possibilité d'une usine d'automobiles en Lorraine, dans les environs de Pompey. Au moment où la crise menace justement l'industrie automobile (voir page 7). Il suit ainsi l'exemple de Giscard qui avait monté le même bluff avec Peugeot en 1979...

En obéissant aux projets patronaux, en effet, la majorité constate qu'elle se met à dos les sidérurgistes. On pouvait en effet entendre, à l'annonce du plan Sacilor, de nombreux travailleurs dire, écoeurés : « Mitterrand nous a trahis ».

« Mitterrand nous a trahis »

Tout en ne sachant plus très bien comment réagir, les sidérurgistes ne croient pas au bluff de

la « reconversion sur place » on leur annonçait une conserverie de 200 salariés alors que plus de deux mille emplois sont « condamnés » à Pompey et autant à Longwy ! Le gouvernement a donc voulu faire monter les enchères. Mais cela ne le rend pas plus crédible.

La seule question, aujourd'hui, est de savoir ce qui l'emportera, de la démobilitation due à l'écoeurement ou de la volonté de faire changer des décisions qui trahissent la volonté de changement. Et cette question, malheureusement, chacun se la pose sur fond de division et de passivité des directions syndicales nationales : tout en parlant de la nécessité de « revoir les plans », la direction de la FGM-CGDT comme celle de la FTM-CGT se gardent bien de proposer des moyens d'action. D'où les actions dispersées à la base : blocage des routes à Pompey, action « coup de poing » de la CGT des Ardennes à FR3 Reims, ou de la CGT de Rehon (près de Longwy) ou de Denain au siège

d'Usinor à Paris... « La CGT veut rattraper les semaines de passivité », commentent beaucoup de militants. En pratique, cela est vrai, mais il serait faux de ne pas souligner à quel point la direction nationale de la CGT-métaux est soumise à la pression de sa base, à qui elle fixe des limites étroites... Du côté CFDT, par ailleurs, la branche sidérurgie a eu beau condamner le plan depuis longtemps, elle ne s'en heurte pas moins à la passivité systématique du reste de l'appareil confédéral, tant au niveau de la direction nationale de la fédération qu'à celui de la région interprofessionnelle en Lorraine.

« Tous à Paris »

Ces freins à la mobilisation sont puissants : ils poussent certain au découragement et d'autres aux actions de simple révolte. Mais il n'est pas certains qu'ils empêchent le développement d'une puissante action de masse. Que certains élus locaux sentent déjà comme une menace. Et que le Figaro, dans son compte rendu de l'assemblée générale tenue à Pompey, le lundi 27, traduit en quelques mots : « des slogans « tous à Paris » ont été criés par les plus excités ». Il se rassure en affirmant que ce n'est qu'une minorité. Mais rien ne dit que de telles propositions ne deviendront pas majoritaires : sans une telle perspective concrète d'action dans la sidérurgie, qu'y a-t-il vraiment à espérer ? Le gouvernement n'a-t-il pas fait la preuve de sa soumission devant les directives du baron Davignon et de l'Europe des patrons ?

Pierre Rème

Les propositions d'action de la LCR

Dans tous les secteurs de la sidérurgie, nationalement, la LCR distribue un tract avançant des propositions d'action.

« Dans toute la sidérurgie, c'est le même plan : fermetures, suppressions d'emplois, rentabilisation.

● De partout, nationalement, il faut se rassembler.

● Il faut aller dire aux députés du PC et du PS : vous êtes à l'Assemblée nationale pour gouverner pour les travailleurs et contre les patrons.

● Il faut exiger du gouvernement qu'il dise non à Davignon, qu'il annule ses plans

● Oui, c'est possible : si des dizaines de milliers de sidérurgistes et de travailleurs vont à Paris ensemble, et manifestent, ils peuvent exiger une réponse immédiate : « Annulez ces plans aujourd'hui. Venez devant les manifestants et donnez votre réponse. »

Exigeons l'action unie des syndicats.

Exigeons le maintien de tous les emplois.

Exigeons l'annulation du plan Davignon.

LES DEPUTES DU PC ET DU PS DOIVENT REPENDRE A NOS REVENDEICATIONS !

Pour rompre avec la politique de Giscard, pour « changer », il faut bien plus d'acier que si on obéit aux projets de l'Europe capitaliste. Ceux-ci en effet, reposent sur la diminution de la consommation populaire et sur le maintien des rapports de domination avec les pays sous-développés.

Prenons deux exemples.

● Au niveau strictement national, qui peut prétendre qu'il y a « trop d'acier » ? Personne. Les besoins de consommation et d'équipements collectifs n'ont pas été étudiés. D'ailleurs Judet, professeur d'économie chargé par Mauroy de produire un rapport sur le sujet, a tenu à souligner qu'on ne lui avait pas demandé d'étudier l'avenir de la sidérurgie en fonction d'un projet économique et social global : la seule directive qui lui était imposée était de « montrer les possibilités dans le cadre des directives européennes ». Cela n'empêche pas le PC de chercher à faire croire qu'il y a là une « progression » de la consommation alors qu'il s'agit de la réduire de 20 %...

Pour notre part, nous constatons que le nombre de logements fabriqués en France cette année-ci est



Après des années dans la sidérurgie, pourquoi ne pas finir dans une conserverie ?

De qui se moquent-ils ?

DIRE n'importe quoi pourvu que ça serve à endormir les réactions des travailleurs, voilà à quoi en sont réduits les P-DG, Chevènement, l'Humanité, et tous les dirigeants du PC et du PS qui cherchent à justifier le plan acier.

Claude Dollé nouveau P-DG de Sacilor : « Notre plan est adaptable... Il n'y aura pas de licenciements. » (Dans une interview au Républicain Lorrain.)

Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Industrie : « Un certain nombre de points d'application pourraient faire l'objet d'ajustements. » « Il n'y aura pas de fermeture avant 1984. » « Il n'y aura pas de licenciement sans reclassement. »

Notons donc que le P-DG affirme qu'il n'y aura pas de licenciements quand le ministre confirme qu'il y en aura, mais après des « reclassements ».

Combien ?

L'Humanité, le 29 septembre, titre sur : « Pas de licenciement sans reclassement » et explique : « Alors qu'Usinor et Sacilor prévoient de supprimer 12 000 emplois d'ici à 1986, le ministre de l'Industrie a annoncé hier aux syndicats la création de 12 000 postes en Lorraine et dans le Pas-de-Calais. » Dans le corps de l'article, une seule prévision : « Une conserverie de 200 emplois serait créée, dans les deux ans, à Pompey » où 25 000 emplois sont « sacrifiés ». Par ailleurs — bien sûr ! — les chiffres changent : il est bien compté 12 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, mais avec cette précision : « 8 000 départs en préretraite et

4 000 reclassements. » Autrement dit, 8 000 suppressions d'emplois en tout et la vague promesse de reclasser 4 000 personnes en tout.

En Lorraine, rappelons-le, le nombre des chômeurs, dès aujourd'hui, dépasse les 80 000 personnes.

Dans ces conditions, quelles que soient leurs déclarations antérieures, les élus locaux sont à terre. Les députés du PS de Thionville et de Longwy avaient fait connaître leur opposition dès juin dernier. Ils estiment aujourd'hui « qu'il ne sert à rien de chercher par cette politique l'adhésion de certains milieux patronaux et de courir le risque de désespérer ceux qui nous ont fait confiance. L'ancien « bras droit » de Jacques Chérèque, Antoine Troglie, devenu Conseiller général de Pompey, se met lui aussi à faire savoir son désaccord.

« Aujourd'hui, a-t-il expliqué le 28 septembre, je tiens encore Claude Dollé pour responsable. Je crois encore à la lettre que m'a adressée, le 17 août dernier, Jean-Pierre Chevènement (...) S'il devait, demain, seulement entériner le plan de Claude Dollé, alors qu'on le sache, je ne pourrais pas être d'accord. »

Il a aussi précisé ses craintes : « Je crois que si on n'apporte pas de solution dans l'immédiat et de façon très urgente, il y a des risques de violence que personne ne pourra maîtriser, même les forces de l'ordre. »

De quel côté, en effet, devrait se mettre le PS dans un tel cas ? Même question pour le PC, d'ailleurs...

P. R.

De l'acier pour le changement !

d'environ 200 000 contre les 500 000 prévus. Nous constatons que la réduction des dépenses d'équipement et de transports est à peu près équivalente. Or, ce secteur-là représente à lui seul plus du quart de la consommation nationale d'acier. Autant dire que, pour satisfaire les besoins d'équipements collectifs négligés pendant trente ans par la droite, il faut beaucoup plus d'acier que ce que prétendent des experts au service des plans patronaux.

● Au niveau des relations internationales, il est totalement scandaleux qu'on réduise les capacités de production de tôles en Europe et en France en particulier. Comment le gouvernement, fervent des discours sur les relations Nord-Sud, peut-il ignorer qu'il règne la famine en Afrique ? Or, justement, l'un des usages des produits des tôleries qu'on veut fermer est dans la fabrication des ponts ou d'installations d'irrigation. Comment le gouvernement, de même, ignore-t-il que le prix du minerai de fer, extrêmement bas, contribue à la famine des pays exportateurs (voir p. 14) ? Faut-il être savant en économie pour comprendre qu'il vaut mieux produire dans des tôleries en Europe pour équiper des pays

africains afin de les libérer de la famine. Est-ce au nom de « la compétitivité » qu'on nous dira « vive le chômage en Europe » et « que les Africains continuent à crever de faim » ?

Qu'on ne nous parle donc pas du « respect de l'économie ouverte ». Ni des « besoins d'acier qui diminuent ». Les façons de calculer des capitalistes, qui sont responsables de onze millions de chômeurs dans l'Europe des Dix, ne méritent pas qu'on les « respecte ».

En décidant, à l'encontre des puissances capitalistes, de ne pas se soumettre à l'avenir qu'on veut nous imposer ; oui, il y a moyen de garantir le maintien de tous les emplois dans la sidérurgie, tout en la tournant vers les besoins collectifs depuis trop longtemps négligés.

Et cela n'empêche en rien de « moderniser » les installations.

Mais ce progrès doit se traduire par une garantie de l'emploi, par la baisse du temps de travail, par le droit à la formation largement ouvert aux travailleurs...

La sidérurgie n'a-t-elle pas été nationalisée pour rendre possible « le changement » ?



A Vireux, le 25 septembre, des formes de « dialogue social » bien habituelles face aux sidérurgistes et aux antinucléaires...

L'UNITE SYNDICALE C'EST POSSIBLE TOUT DE SUITE

DECIDEMENT, l'unité est une chose trop sérieuse pour la laisser entre les seules mains des états-majors confédéraux. Le 27 septembre, pendant quatre heures, Maire et Krasucki, avec des éléments substantiels de leurs bureaux confédéraux respectifs, se rencontrent.

Ce qu'il en sort officiellement ? Un pacte de non-agression préventif, avant que la campagne électorale précédant le vote national des prud'homales ne batte son plein. Et quelques vagues promesses du genre : « nous pouvons intervenir en commun sur de nombreux dossiers » (Edmond Maire), accompagnées de pétitions de principe : « nous

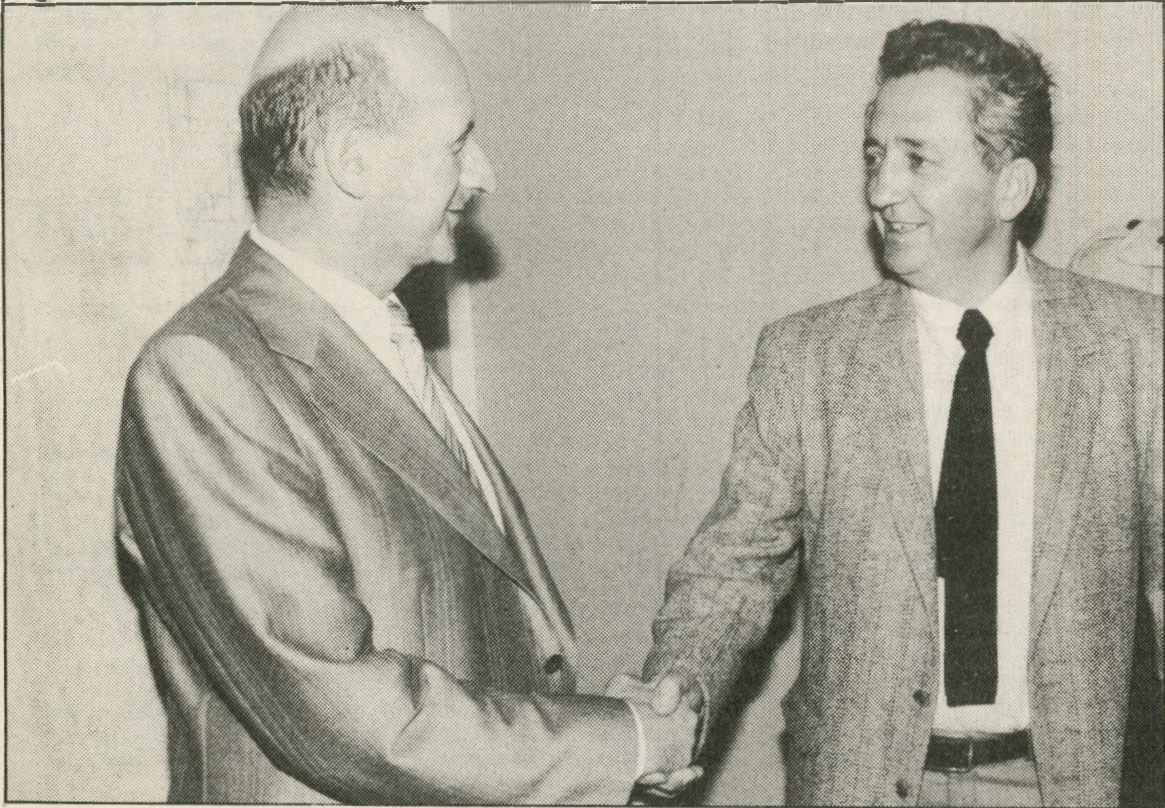
tent de la paix, entre centrales...

Pourtant, la nécessité de l'action unitaire est flagrante. Les sidérurgistes de Pompey viennent de le démontrer en agissant, unis, pour défendre leur emploi menacé par les fermetures d'unités entières de production. Les cheminots d'Ile-et-Vilaine voient l'unité de leurs organisations CGT, CFDT, CFTC, FGAAC se réaliser par l'action d'un week-end, contre la vente des terrains SCNF, qui constitue l'aveu de la direction qu'elle cherche à réduire le réseau ferré Ouest. Les fédérations syndicales expriment à leur manière cette nécessité de l'action, pour les salaires à l'occasion des négociations par branche. La CGT des arsenaux

sert visiblement qu'à faire pression pour de bonnes négociations. Aucune revendication chiffrée, ni la bataille pour le maintien de l'indexation ni l'échelle mobile ne sont avancées. Cela réduit la portée de l'unité réalisée. Mais elle constitue un précédent national.

Ce qui est possible à l'EGF l'est partout, et sur des bases revendicatives claires ; cette grève de deux heures unitaire, le nombre de grèves par fédération prouvent que les confédérations ont les moyens, immédiatement, de préparer une grève nationale interprofessionnelle.

La combativité existe : des chantiers de réparation navale de Brest aux employés en grève de



Paris le 27 septembre : rencontre CGT CFDT.

sommes pour l'unité d'action » (Henri Krasucki)...

Ce qui s'est dit, réellement ? Mystère. La pratique du secret syndical en matière unitaire est jalousement gardée par les dirigeants nationaux, quelle que soit leur confédération. On ne va quand même pas tenir informés les adhérents, semblent dire en commun les secrétaires généraux. Ce qu'il ressort, c'est la liquidation momentanée de la polémique : « Les deux confédérations expriment le souhait de voir les élections prud'homales se dérouler dans un climat de sérénité... », dit le communiqué commun.

C'est le même langage que tenait Maire à Bergeron dans une lettre adressée au secrétaire général de FO le 9 septembre : « Nous pensons en effet que personne n'a à gagner à des rapports stériles d'hostilité entre confédérations et qu'au surplus, les travailleurs n'apprécient pas une telle situation. C'est bien pourquoi le premier objet d'une rencontre entre nous est de contribuer à améliorer le climat syndical... » Et voilà : les travailleurs veulent l'unité, les secrétaires confédéraux se conten-

lance une journée d'action le 1^{er} octobre, la CFDT des PTT le 7 octobre. D'autres branches connaîtront à leur tour ces appels, au gré du calendrier de négociation.

C'était la tâche, le mandat de Maire et de Krasucki, que de coordonner à l'échelon national ces actions, en avançant, au sortir de leur rencontre, une grève nationale interprofessionnelle de 24 heures.

Face au CNPF, il est depuis longtemps évident qu'une action de grande ampleur peut venir à bout du front patronal. A l'inverse, des actions morcelées épuiseront prématurément la combativité, et au bout du compte ne gagneront pas.

Si l'unité est possible à l'EGF

A l'EGF, les fédérations syndicales ont pu trouver un accord unitaire : CGT, CFDT, FO et CFTC ont su, le 28 septembre, faire grève ensemble pendant deux heures pour « le maintien et la progression de notre pouvoir d'achat, la sortie véritablement négociée du blocage des salaires, une issue positive des discussions salariales ». L'unité ne

chez Tati, tout montre que cette perspective nationale est possible, maintenant. Dans ces luttes, comme dans ces journées d'action fédérales, le courant unitaire doit s'exprimer. Si le nombre de grèves augmente, si comme à l'EGF l'unité est possible, alors il faut mettre à profit cette brèche ouverte. Multiplier les rencontres intersyndicales, mettre en commun les revendications et l'action, en un mot faire partir de la base un mouvement unitaire, c'est la tâche de l'heure.

Contre les attermolements et la diplomatie syndicale de sommet, l'unité doit se constituer sur la base d'une journée nationale interprofessionnelle unitaire de 24 heures. Pour faire céder le front patronal sur les salaires et l'emploi, et pour que le gouvernement revienne sur ses mesures d'austérité sur le pouvoir d'achat.

C'est l'action nationale pour le maintien de l'indexation des salaires sur les prix, pour l'échelle mobile ; pour la progression du pouvoir d'achat qui est à l'ordre du jour. Il y va des salaires et de l'emploi du plus grand nombre. Il y va aussi de la crédibilité du rôle des syndicats.

Jean Lantier



PTT : le 7 octobre , première grève nationale depuis le 10 mai

LES 460 000 postiers sont appelés à faire grève le 7 octobre par la fédération CFDT-PTT. C'est une première riposte nationale, certes limitée, à la politique d'austérité dans laquelle le gouvernement Mitterrand s'est engagé.

Le blocage des salaires a eu pour conséquence une perte cumulée de salaire de près de 1 500 F pour un agent qui touche 4 000 F par mois, et cela en sept mois. Et l'annonce faite par le gouvernement que le rattrapage sera limité entraîne l'incompréhension et la colère. Le budget des PTT pour 1983 ne crée aucun emploi, et la situation dans les services se dégrade.

Autre sujet de mécontentement, la remise en cause de la réduction du temps de travail, surtout lorsque l'on sait combien d'agents des PTT sont attachés aux 35 heures. Ce mécontentement a eu pour conséquence une série d'interpellations du ministre des PTT, Louis Mexandeau, qui, manifestement, a fait la sourde oreille. **Le 7 octobre, ce sera donc la grève.** Cet appel se justifie pleinement par le refus du ministère de répondre aux revendications des travailleurs.

Pour cette mobilisation, pour cette action, les travailleurs comprennent mal pourquoi la fédération CGT n'a pas répondu positivement à l'appel à l'unité de la CFDT à l'occasion de cette initiative. C'est une grève contre le gouvernement, disent certains de ses responsables. Les revendications ne sont pas à la hauteur, et ne répondent pas

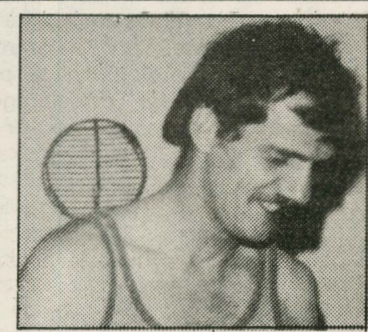
aux besoins des travailleurs des PTT, disent d'autres.

Que les travailleurs ne soient pas satisfaits des mesures prises par le gouvernement est pourtant une évidence. Ils n'ont pas voté le 10 mai pour cette politique. Est-ce pour autant une grève contre le gouvernement qui ferait le jeu de la droite ? Non, ce qu'ils veulent, c'est que ce gouvernement prenne d'autres mesures qui satisfassent leurs revendications. Ce n'est qu'ainsi que le PC et le PS au gouvernement pourront être assurés de la mobilisation des agents des PTT contre la droite.

Quant aux revendications, la CFDT a certes tendance à faire de cette grève un fourre-tout où la question des salaires reste un point annexe. Ce n'est pas satisfaisant. Mais rien n'empêche la CGT de répondre à l'appel de la CFDT comme elle l'a fait à l'EDF, et qu'elles appellent en commun à des assemblées de travailleurs qui trancheront sur les revendications.

Cette division est mal comprise par les travailleurs. Il est décisif que le 7 octobre soit un coup de poing sur la table qui fasse changer les choses. C'est pour cela que les travailleurs des PTT doivent être massivement en grève et dans la rue le 7 octobre.

**NON A L'AUSTERITE !
NON AU BUDGET 1983 !
OUI AU MAINTIEN ET A
L'AUGMENTATION DU
POUVOIR D'ACHAT !
OUI AUX 35 HEURES !
OUI AUX 50 000 EMPLOIS
AUX PTT !**



LES NOTRES

36 ans, postier à Toulouse-le-Mirail, Michel Couderc avait été pendant dix ans facteur à Paris dans le 11^e arrondissement. Militant syndical, il n'avait jamais adhéré à la LCR, mais était un fidèle compagnon de route. Il est mort le 17 septembre 1982 des suites d'un accident de la route. A son copain Sabhy et à ses parents nous adressons nos sincères regrets.

Le secrétariat national PTT de la LCR.

LA CRISE CAPITALISTE DE L'AUTOMOBILE

L'ouverture du Salon de l'automobile, le 28 septembre, va être le prétexte à la multiplication des discours sur les difficultés qui atteignent aujourd'hui l'industrie automobile. Le ton est déjà donné du côté de la presse patronale: les ouvriers sont les responsables de la crise.

Il est vrai que la vague de grèves qui a successivement touché les usines Renault, Peugeot, Citroën et Talbot témoigne du changement de situation après le 10 mai 1981. Les travailleurs se sont sentis plus forts et ont supporté d'autant plus difficilement le maintien intégral de toutes les formes d'oppression à l'usine.

LES ouvriers ont puissamment relevé la tête; mais cela ne saurait faire oublier que la crise de l'automobile remonte à loin. C'est même l'acuité de la crise qui a entraîné les directions patronales dans une politique encore plus agressive contre les ouvriers, suscitant en retour la mobilisation qui s'est révélée les mois précédents. Tel est l'enchaînement des faits.

Le changement qui a suivi le 10 mai 1981 a contribué à renforcer la capacité des travailleurs à s'organiser. Mais c'est le seul changement. Car, pour les patrons, la volonté de surmonter leur crise en s'en prenant aux travailleurs est demeurée intacte. Face aux exigences qu'impose la concurrence entre les principales firmes multinationales, rien n'a changé pour les directions de Peugeot et de Renault. En 1980-1981, ces deux patrons ont supprimé près de 40 000 emplois.

L'absence de grandes vagues

de suppressions d'emplois depuis le 10 mai 1981 ne doit pas faire illusion. Ce n'est qu'un répit imposé par la mobilisation ouvrière et la crainte des directions patronales d'une riposte. Mais ce n'est pas une inversion de tendance. Comme dans la sidérurgie, la soumission aux politiques décidées par les firmes multinationales ne peut qu'aboutir aux mêmes résultats observés dans les autres pays capitalistes.

Prétendre assurer la survie de l'industrie automobile française en respectant les lois du marché capitaliste et en satisfaisant les revendications ouvrières est strictement contradictoire. La bataille de la production nationale engagée par le PCF, dans le cadre d'une industrie automobile dominée par la vieille famille d'exploiteurs Peugeot et ces commis giscardiens que constitue l'état-major de Renault, ne se limitera pas à demander aux ouvriers de retrousser leurs man-

ches. Elle conduira nécessairement à leur demander de se serrer la ceinture.

Tant que l'on reste dans une économie capitaliste où ce sont les patrons qui dirigent, la crise est une donnée constitutive de la situation. Pour lutter contre la crise, il faut s'en prendre aux véritables causes et aux véritables responsables: le patronat et sa course aux profits. Pour qui veut défendre les revendications ouvrières, c'est la voie du réalisme.

Le poids de l'industrie automobile, tant en création de richesses qu'en nombre de travailleurs employés, transforme et transformera toute lutte partielle en confrontation politique entre classe ouvrière et patronat. Tel est l'enseignement de la vague de luttes des mois précédents où le ministre du Travail a été contraint de monter en première ligne. En prêchant la modération aux ouvriers de Citroën, le gouvernement a mis en avant la nécessité de défendre l'industrie automobile. Il ne s'est pas rangé du côté des travailleurs.

Commencer par céder un pouce de terrain sur les revendications, c'est affaiblir les rangs des travailleurs face à l'offensive patronale. Alors que l'industrie automobile traverse une crise aiguë, c'est soit la soumission aux exigences du capital, soit la lutte pour la défense des revendications ouvrières.



LES facteurs qui conduisent tous les patrons de l'automobile à supprimer des emplois et à attaquer les salaires sont à l'œuvre dans l'industrie automobile française comme dans les autres pays.

Sous le coup des politiques d'austérité, le pouvoir d'achat de la majorité des salariés a tendance à baisser. Il s'ensuit une baisse du nombre d'automobiles achetées neuves.

La timide relance décidée par le gouvernement Mauroy en juin 1981 a été une exception qui n'aura duré que peu de temps. Il n'empêche que cela a entraîné une augmentation du nombre de voitures vendues en France. Peugeot et Renault en ont profité puisque leurs ventes ont augmenté de 4 % pendant le premier semestre 1982 comparé à l'année précédente. Mais le marché français étant conjoncturellement le seul grand marché occidental en hausse dans un contexte de dépression, tous les constructeurs mondiaux y ont aiguë leur concurrence. En juillet 1982, la plupart des exportateurs en France ont bloqué leurs prix, pendant que les patrons de Peugeot et de Renault conseillaient à leurs réseaux commerciaux de différer leurs ventes en l'attente de négociations avec le gouvernement pour pouvoir débloquer leurs prix. Le résultat a été un record historique pour la part des voitures étrangères vendues en France, 42,5 % contre 30 % habituellement.

Au-delà de ces fluctuations, la politique de « rigueur », c'est-à-dire d'austérité, décidée par Mauroy aligne à nouveau la conjoncture de l'économie française sur les autres pays capitalistes. La tendance, c'est bien une stabilisation des ventes d'automobiles vendues. La période 1965-1975, où les taux de croissance

européens atteignaient les 10 %, est révolue.

Alors que le gâteau représenté par les ventes d'automobiles se contracte, la concurrence entre les firmes multinationales de l'automobile devient de plus en plus vive.

Cette concurrence est d'autant plus forte que l'industrie automobile japonaise a émergé au cours de la décennie industrielle. Celle-ci étant la plus récente de toutes les industries mondiales, elle est la plus moderne et a su développer davantage les investissements en automatisme. Elle combine une sous-traitance massive où les ouvriers sont surexploités sans aucune possibilité de défense collective, avec des usines de montage où la productivité du travail est plus élevée que dans les autres pays occidentaux. C'est là l'explication fondamentale de la force de l'industrie japonaise. Le niveau des salaires, en moyenne inférieur aux niveaux européen et nord-américain, n'est qu'un facteur de deuxième ordre, par rapport à cette organisation de la production qui combine surexploitation ouvrière et avance technologique.

Tous les autres constructeurs mondiaux veulent suivre la voie tracée par les patrons japonais. Les discours sur les particularités du modèle japonais ne sont que l'habillage au goût du jour des recettes les plus traditionnelles du capitalisme. Pour les patrons capitalistes, la solution la plus sûre de réaliser des progrès technologiques est de trouver les moyens d'exploiter davantage les ouvriers. Dans la situation actuelle de l'industrie automobile, tous les investissements prévus aboutissent à réduire le nombre des effectifs employés. Même une relance hypothétique de la production n'inverserait pas cette tendance fondamentale.

L'aggravation de la con-

currence internationale dans un marché en stagnation place l'industrie automobile dans une situation de crise classique de surproduction.

Chacun des grands constructeurs mondiaux est confronté au problème de sa survie. Pour espérer survivre, chacun essaie de moderniser ses équipements pour produire plus de voitures avec moins d'ouvriers. Les accords de coopération internationale pour la fabrication d'organes communs, comme les moteurs ou les boîtes de vitesse, se multiplient. Ce jeu de la « libre concurrence » aboutit à la création

de capacités de production excédentaires par rapport à des possibilités de vente de plus en plus difficiles. L'exemple européen qui illustre à la caricature cette tendance est l'Espagne. Alors que Talbot fermait de vieilles usines et que Seat, dépendante du groupe Fiat, connaît des difficultés, les investissements prévus de Renault, Ford, General Motors vont aboutir à une capacité de production dont on prévoit qu'elle sera le triple du marché intérieur espagnol.

Ainsi, les nouveaux investissements de l'industrie automobile sont causes de suppressions

d'emplois à la suite du développement des machines automatiques et alimentent directement la crise de surproduction qui caractérise la situation de cette branche d'industrie. L'issue probable de cette situation, ce sont des faillites retentissantes ou des regroupements entre les principaux constructeurs actuels. A la fin de la décennie 1980, seuls deux ou trois constructeurs européens pourront survivre de façon autonome. Entre Renault, Peugeot, Volkswagen et Fiat, la guerre pour la survie est engagée, sur le dos des travailleurs.

Jean-Claude Bernard

NE PAS SUBIR LA CRISE

LA soumission aux politiques des firmes capitalistes de l'automobile n'est pas une fatalité. Il existe des solutions ouvrières dont la mise en œuvre dépend d'une condition fondamentale: le vouloir en affrontant le patronat et ses intérêts. Le PS et le PC ont choisi de ne pas affronter le patronat et sont ainsi conduits à gérer la crise. Ce qui manque à la majorité de députés PS et PC, c'est la volonté politique, car si la majorité voulait, elle pourrait contribuer à satisfaire les revendications ouvrières.

● **Ce qui s'impose, c'est la nationalisation de toute l'industrie automobile.** Le groupe Peugeot, responsable de la terreur dans ses usines, va à nouveau quémander des subventions au gouvernement comme il l'a déjà fait sous Giscard. La concurrence que se livrent Peugeot et Renault pour survivre n'est pas une source d'émulation mais la cause d'un fantastique gaspillage inhérent à la production capitaliste. Peugeot et les grandes firmes de fournitures de pièces doivent être nationalisées. Sans indemnités pour les patrons.

● **La réduction de la durée du travail peut et doit être massive, à commencer par les 35 heures par semaine.** C'est une réponse concrète à la venue de nouveaux équipements qui permettent effectivement cette réduction de la durée du travail. Ce serait un encouragement à la mobilisation dans les autres pays pour aboutir à la satisfaction de cette revendication. Mais c'est se placer sur un autre terrain que l'acceptation passive de la concurrence internationale, c'est donner la première place à la solidarité internationale des travailleurs.

● **Le contrôle ouvrier sur la production est le moyen d'établir un inventaire complet des besoins et des ressources, d'ouvrir tous les dossiers du patronat avec ses livres de comptes et ses accords internationaux tenus secrets.**

Alors, les investissements pourront être réalisés en se fixant comme premier objectif l'élimination des travaux pénibles. Les moyens techniques actuels permettent de déclai-

rer la guerre au travail à la chaîne.

● **Contre la concurrence internationale dominée par les capitalistes, et un isolement rétrograde, il est possible de négocier des accords de coopération, en commençant par dénoncer les accords de pillage qui permettent à Renault et à Peugeot de dominer de nombreuses filiales dans les pays d'Afrique ou d'Amérique latine.**

Cette politique est incompatible avec le maintien de la domination des patrons. Tant que ceux-ci continuent à être les maîtres, bénéficiant des avantages que leur cèdent le gouvernement et sa majorité, la défense des revendications est la première des conditions qui garantisse l'organisation indépendante de la classe ouvrière. Alors que le PS et le PC ont les moyens de décider, ils préfèrent laisser faire les patrons qui prévoient des dizaines de milliers de suppressions d'emplois. C'est sur la mobilisation ouvrière qu'il faut compter pour imposer la satisfaction des revendications et une autre politique qui rompe avec les intérêts des patrons.

J.-C. B.

AVORTEMENT REMBOURSE PAR LA SECURITE SOCIALE LE 23 OCTOBRE MOBILISATION NATIONALE



La marche pour le droit à l'avortement du 24 novembre 1979.

LA mobilisation du 23 octobre pour le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale se prépare activement.

Les réunions unitaires à Paris se sont conclues par l'accord de toutes les organisations présentes, excepté la confédération CFDT, pour appeler le 23 octobre à de grandes manifestations à Paris et dans les grandes villes de province pour exiger du gouvernement qu'il tienne ses engagements et pour le remboursement immédiat de l'avortement par la Sécurité sociale.

D'ores et déjà, dans plusieurs villes des démarches unitaires semblables sont faites, dans d'autres elles commencent à se faire. De même dans les quartiers, lieux de travail où la première pétition a été proposée, le nombre de signatures recueillies témoigne de ce que la décision

du gouvernement apparaît comme inacceptable à une grande partie des travailleuses et des travailleurs de ce pays et qu'ils sont prêts à se mobiliser sur cette question.

Après un débat entre plusieurs courants du Mouvement des femmes, la majorité d'entre eux se sont déterminés pour une manifestation unitaire et mixte le 23, conscients de l'enjeu de cette mobilisation pour les femmes et de la nécessité que s'y associent le plus possible les syndicats et les partis de gauche. Ainsi, outre la coordination nationale des groupes femmes, sont partie prenante de l'appel : Choisir, le CRIF (Centre régional d'information des femmes), « Jeunes femmes », le MIFAS (Mouvement d'intervention des femmes pour l'action socialiste), etc.

Par contre, aucun des syndi-

cats CGT, CFDT, FEN, ne soutient l'appel au niveau national. Pourtant, après les réactions unanimes des trois centrales syndicales, au mois d'août, contestant la décision du gouvernement, on aurait pu penser que leurs paroles seraient suivies d'un quelconque engagement dans la lutte.

Mais des discours aux actes il y a un pas que les directions syndicales ne franchissent pas ; non seulement elles ne s'associent pas à l'appel unitaire mais elles ne proposent pour l'heure aucune perspective d'action. La confédération CFDT a, dans les réunions unitaires, d'abord accepté de participer à des mobilisations à condition qu'une manifestation nationale soit exclue. Puis, dans un second temps, a refusé de signer tout appel, que ce soit à une manifestation nationale ou à des manifestations à

Paris et dans les villes de province.

Alors que le remboursement de l'avortement figure dans tous les programmes des partis de gauche et des syndicats, alors qu'il a été reconnu par tous que les arguments invoqués par le gouvernement pour justifier sa décision n'étaient pas recevables, l'inertie des directions syndicales apparaît également comme inacceptable.

Alors que la droite, elle, mobilise ses troupes pour garantir ses privilèges et en obtenir plus, il est temps que les travailleuses et les travailleurs fassent entendre leurs voix. Il est juste qu'ils se mobilisent pour la satisfaction de leurs revendications et pour obliger le gouvernement à tenir ses engagements.

C'est le sens qui est donné aujourd'hui à la mobilisation du 23 octobre, et les directions de la CGT, de la CFDT et de la FEN auront à s'expliquer devant les travailleuses et les travailleurs de leur attitude. C'est ce que laisse prévoir l'engagement d'ores et déjà dans la lutte d'un certain nombre de sections syndicales et de syndicats et la signature de la pétition dans les entreprises.

Car il est possible et décisif

d'obliger le gouvernement à revenir sur sa décision. Le ministre de la Solidarité nationale, Bérégovoy, a dû revenir sur ses propos qui remettaient carrément en cause le droit à l'avortement. Aujourd'hui, il ne parle plus de concertation « avec les différentes familles spirituelles » mais il a dit (lors de l'émission RTL-*le Monde*) : « Nous en discuterons avec ceux que cela concerne, et en premier lieu avec les femmes, et naturellement au sein du gouvernement. »

Pour cela, la mobilisation la plus large est nécessaire. Il faut tout faire pour que le 23 octobre soit une journée de mobilisation nationale, marquée par de grandes manifestations à Paris et dans les principales villes de province.

L'appel unitaire et la pétition doivent être discutés dans les entreprises et susciter des prises de position des sections et des syndicats.

C'est par une mobilisation nationale, et dans la rue, que les femmes et les travailleurs indiqueront le plus clairement au gouvernement leur volonté de ne pas voir brader une revendication aussi légitime.

Sonia Folloni

TOUJOURS PAS A L'ORDRE DU JOUR AU PARLEMENT

PARMI les mauvais arguments invoqués par Bérégovoy pour justifier le report du remboursement, au mois d'août dernier, il en est un qui devient tout à fait d'actualité avec l'ouverture de la session parlementaire. « Pour que la Sécurité sociale puisse rembourser l'IVG, il faut une loi. Celle-ci n'ayant pas été délibérée au Conseil des ministres, ni adoptée par le Parlement durant la dernière session, les caisses de la Sécurité sociale n'ont pas été saisies de son application. »

Argument de mauvaise foi quand on sait qu'Y. Roudy avait fait de l'adoption de ce débat par le gouvernement un de ses axes prioritaires pendant toute l'année dernière. Si ce débat n'a pas eu lieu au sein du gouvernement et s'il n'a pas été présenté à l'Assemblée, c'est bien de la volonté de ce même gouvernement.

Rien n'empêchait le gouvernement de le mettre à l'ordre du jour de la session qui vient d'ouvrir. D'autant plus que la chose était prévue puisque N. Questiaux devait l'associer au projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale qu'elle devait présenter en septembre. Mais avec la disgrâce de N. Questiaux, le projet est passé à la trappe et le remboursement de l'avortement aussi.

Cette succession de reculs semait la perplexité et l'inquiétude auprès d'un certain nombre de députés femmes de la majorité. Dans un

document, le MFPF fait état de deux questions écrites envoyées à l'Assemblée au début du mois de juillet.

A cette rentrée, à nouveau une question écrite vient d'être déposée auprès de Bérégovoy par J. Frayse-Casalis, députée communiste des Hauts-de-Seine, dans laquelle sont rappelés les engagements pris par le gouvernement sur le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale : « Il est important pour la majorité et le gouvernement de tenir les promesses qui ont été faites. » J. Frayse-Casalis demande au ministre de la Solidarité nationale de déposer « dès la rentrée parlementaire, un projet de loi sur cette mesure » (*l'Humanité* du 24/9/82).

La presse faisait référence de manière feutrée ces jours-ci à une proposition de loi qui devrait être déposée par les députés femmes du PS. Mais pour l'instant, on en entend peu parler, peut-être surgira-t-il après les municipales !

Quant à G. Halimi, députée de l'Isère, elle a fait parvenir une proposition de projet de loi sur le remboursement dès l'ouverture de la session, le 20 septembre.

Malgré ces diverses sollicitations au sein même de la majorité, le gouvernement maintient ses positions à quelques nuances près : « Le débat aura lieu dès que possible », est la seule réponse que donne Bérégovoy. Dans ces conditions, on com-

prend aisément l'amertume qui règne chez les militants des partis de gauche majoritaires au Parlement, et en particulier dans le PS. Amertume et désarroi qui s'expriment en termes vifs tout au long du tract distribué par les militantes de Choisir dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale le 21 septembre :

« Toute femme a le droit d'obtenir gratuitement et sans condition d'âge et de nationalité une IVG... (le PS en 1979). Jusqu'aux déclarations de Mitterrand le 8 mars 1982, les socialistes semblaient soutenir la lutte des femmes pour la libre disposition de leur corps. Aujourd'hui, surprenant revirement : les socialistes auraient-ils changé d'avis ? Droite ou gauche au pouvoir, les femmes resteraient-elles les éternelles oubliées ?

Nous exigeons le remboursement immédiat par la Sécurité sociale de l'IVG. »

Face au blocage du gouvernement et devant sa volonté de reporter pour la énième fois ce débat, après les municipales par exemple comme le propose déjà le PS, une seule issue reste possible, la mobilisation la plus massive dans la rue pour obliger enfin le gouvernement à tenir ses engagements, et pour qu'il ne soit plus possible également à l'ensemble des députés de la majorité de garder un silence hypocrite sur cette question.

LE PCI : QUAND ? A QUELLE DATE ?

DES l'été, le PCI engageait sa campagne pour le remboursement de l'IVG. Selon l'habitude, c'est sans se préoccuper des initiatives unitaires en cours que les militants du PCI lançaient leur propre pétition, engageaient leurs propres démarches auprès des parlementaires et mettaient sur pied « les collectifs femmes travailleuses constitués à l'initiative du PCI » et dont la délégation permanente se réunit 87, rue du Faubourg Saint-Denis au siège du PCI...

Le sectarisme est une chose, la naïveté politique une autre. Car, s'appuyant sur les vagues déclarations des membres du gouvernement, le PCI semble prendre pour argent comptant la promesse d'une loi et concentre toute sa bataille sur la question : « Quand ? A quelle date ? » En découvrant, ô surprise ! que « le

gouvernement peut faire la loi ».

Dans l'attente d'une réponse, le PCI n'est pas partie prenante de la mobilisation unitaire pour le 23 octobre. Plus : il la combat. Ainsi, exemple parmi d'autres, à la commission administrative du SNE-Sup, les militants du PCI se sont opposés à une motion appelant à la manifestation du 23. En expliquant que, d'ici le 23, sur la base des délégations, le gouvernement peut proposer une loi. Donc, qu'il convient d'attendre...

Face à la droite réactionnaire mobilisée sur cette question, alors que tout le monde connaît la situation alarmante concernant l'IVG, et tandis que le gouvernement a ajourné l'engagement formel de décider le remboursement à la rentrée, faut-il « attendre » ou faut-il se mobiliser ?

Telle est la question. Il est plus que temps que les militantes et les militants du PCI s'engagent dans la mobilisation unitaire pour exiger que la promesse du remboursement soit tenue.

Un supplément mensuel commun

Voici donc, après une interruption due à la période des congés, le second numéro du supplément que Lutte Ouvrière et Rouge ont décidé de publier en commun chaque mois.

Cette publication ne signifie pas que les divergences qui séparent nos deux tendances ont disparu. C'est ainsi, par exemple, que Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire ont une attitude sensiblement différente à l'égard du gouvernement de gauche et des partis qui le soutiennent. Cela implique une rédaction différente de bien des articles, mais aussi une intervention politique différente dans les entreprises, dans les organisations syndicales, ou éventuellement lors des prochaines élections municipales, à propos desquelles la discussion reste à mener entre les deux organisations.

Ces divergences, nous ne chercherons pas à les masquer dans ces pages. Nous ne chercherons pas une unité artificielle ou de façade. Lorsqu'il n'y aura pas accord parce qu'il y aura des analyses différentes et des désaccords sur les réponses politiques à apporter, les articles seront signés par l'organisation dont ils reflètent les vues. Mais chaque fois qu'il y aura communauté de vue, nous publierons des articles non signés, qui exprimeront la position commune.

Ainsi, cette publication devrait aider à la clarification politique entre nos deux courants. Elle devrait permettre de faire apparaître aussi bien les points d'accord que les points de désaccord, en leur donnant leur véritable place. Sans les grossir artificiellement, mais sans non plus les édulcorer.

Elle pourra être le cadre dans lequel des relations de confiance pourront s'établir entre deux organisations qui ont des références, un programme et des buts communs. Parce que, face au stalinisme et à la social-démocratie, elles se réclament du trotskysme. Parce qu'elles se donnent toutes deux pour but la construction d'un parti révolutionnaire dans ce pays et de participer à la construction de la Quatrième Internationale dans le monde.

Est-ce que cela peut être le premier pas vers un regroupement de nos forces ?

Nous le souhaitons. Mais nous sommes conscients que, au-delà de notre volonté commune de parvenir à ce but — et cette publication n'est rien d'autre que l'expression de cette volonté — il faudra que l'épreuve des faits et des luttes permette de trancher.

Si nous parvenons à travers cette publication commune à clarifier nos positions politiques aux yeux de ceux qui se tournent vers nos organisations ; si nous parvenons à montrer que nous pouvons établir des relations entre nous qui nous permettent d'agir ensemble toutes les fois où cela est possible, et de maintenir nos liens et nos relations même lorsque les divergences ne nous permettent pas d'agir ensemble, nous aurons fait une démonstration.

La démonstration que, par-delà les différences et les clivages actuels, il y a une base fondamentale qui nous est commune et qui nous permettra demain d'être les composantes d'un même parti.

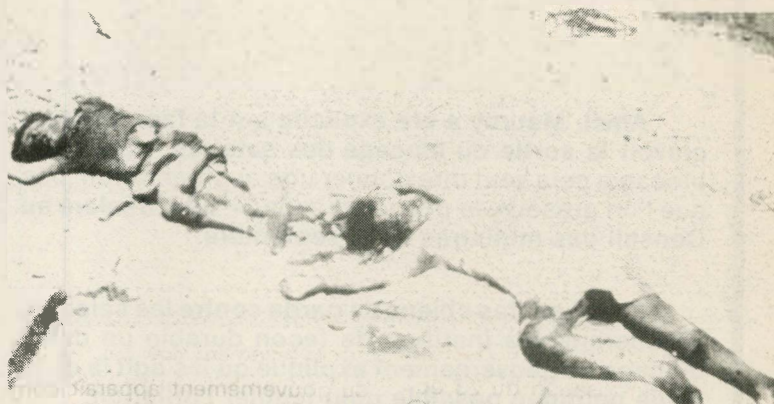
Les massacres de Beyrouth et leurs conséquences en Israël

Le massacre des habitants palestiniens des camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth, est manifestement le résultat d'une décision froide et délibérée. Ses auteurs, miliciens de Saad Haddad ou éléments phalangistes, ont agi avec la bénédiction des responsables de l'armée israélienne, dans le but de frapper de terreur la population palestinienne de Beyrouth-Ouest et sans doute, si possible, de la faire fuir.

Les tueries de Sabra et Chatila s'inscrivent ainsi dans la logique qui est celle de l'état-major et du gouvernement israéliens depuis le début de leur intervention au Liban en juin dernier. Derrière cette logique, il y a la détermination de Begin et Sharon à imposer leur politique de force en brisant, un à un et quel qu'en soit le prix, tous les obstacles s'opposant au règne pur et simple de la loi israélienne. Ignorant superbement les différents « plans de règlement » proposés, qu'ils émanent du sommet arabe de Fès ou même de Reagan lui-même, Begin et Sharon affirment ouvertement et cyniquement qu'Israël ne connaît qu'une loi : celle de la force, et qu'une sorte de « paix » : celle que son armée impose.

Il y a dans cette politique plus que la logique de la politique sioniste qui a conduit l'Etat d'Israël, depuis le début de son existence, à s'imposer par la force aux peuples de la région. Son armée se comporte en armée conquérante, qui établit la loi de l'occupant sur des territoires entiers et qui cherche méthodiquement à briser tout espoir, toute velléité de résistance ou d'organisation des peuples qu'elle asservit et qu'elle massacre pour frapper les survivants de terreur. En cette période de crise, ce choix prend une signification supplémentaire : c'est la politique expansionniste d'une bourgeoisie qui cherche dans l'escalade guerrière et les conquêtes territoriales un moyen de surmonter sa crise.

C'est dans ce choix politique, cynique et ouvert, qu'il



Massacre dans un camp palestinien de Beyrouth-Ouest. Le gouvernement israélien a donné carte blanche aux massacreurs.

faut chercher la racine de ce mépris avec lequel Begin et Sharon traitent ceux qui, parmi les dirigeants israéliens, protestent contre les massacres et font état de leurs scrupules moraux. Les dirigeants israéliens traitent également de haut les protestations hypocrites que leur adressent les dirigeants occidentaux. Ils savent que l'allié américain, même s'il grogne et proteste d'être mis devant le fait accompli, n'abandonnera de toute façon pas Israël, et qu'il continuera de lui apporter l'aide militaire et financière sans laquelle celui-ci ne serait rien. Ils savent que Mitterrand, qui n'a même pas osé parler de la responsabilité israélienne dans les massacres de Sabra et Chatila, s'alignera pour l'essentiel sur les positions américaines. Ils savent que, dans ces conditions, l'envoi de troupes américano-franco-italiennes ne les dessert pas, aboutissant seulement à jeter un voile pudique sur l'occupation israélienne, et même à l'entériner d'une certaine façon ; les dirigeants occidentaux parlent au mieux du retrait des troupes israéliennes de Beyrouth-Ouest, sans dire un mot pour les inciter à évacuer le reste des territoires conquis !

Ce sont les peuples palestiniens et libanais qui sont les victimes directes, immédiates, de cette politique de guerre totale, choisie par les dirigeants israéliens. Mais cette politique est grave aussi pour le peuple israélien. Car elle implique qu'il soit embrigadé, militarisé,

entièrement soumis aux buts de guerre de ses dirigeants, transformé en peuple-soldat qui guerroyera dans des conquêtes sans fin, sans autre issue que la catastrophe finale à laquelle conduit, peut-être, la politique de Sharon et Begin.

Cette militarisation de la société israélienne est déjà en grande partie un fait. La logique d'une telle situation peut conduire Israël vers un régime encore plus autoritaire que celui de Begin et Sharon.

Certes, le peuple israélien n'est aujourd'hui ni brisé, ni entièrement acquis à la politique de ses dirigeants. Ses importantes manifestations contre la guerre et contre les massacres, et notamment l'impressionnante manifestation de Tel Aviv le 25 septembre, montrent qu'il ressent le danger. Mais le temps presse ; face à l'inquiétante évolution qui se dessine aujourd'hui, la politique de la soi-disant « gauche » israélienne ne peut être d'aucun secours. Cela est vrai en premier lieu du Parti Travailleuse de Shimon Peres, qui se porte aujourd'hui à la tête de la vague de protestations mais qui est d'accord pour l'essentiel avec Begin. Seule l'opposition révolutionnaire à l'Etat sioniste peut offrir une issue. Il faut la construire d'urgence, avant qu'il ne soit trop tard et que le peuple israélien soit enchaîné, sans possibilité de retour, aux folles et suicidaires équipées guerrières de ses dirigeants.

Les articles non signés représentent le point de vue commun des deux organisations.

Les articles signés représentent le point de vue de l'organisation signataire.

Rouge

Lutte Ouvrière

Quand les prix grimpent, les salaires doivent monter :

ECHELLE MOBILE !

Ainsi, Mauroy a été explicite sur la façon dont il prévoit la sortie du blocage des salaires. « Sortir du blocage, cela veut dire donner une augmentation, pas que l'on préserve le pouvoir d'achat », a-t-il déclaré au Conseil des ministres le 15 septembre.

En jouant les chiens de garde contre les salaires, en cherchant à instituer de façon durable un demi-blocage, le gouvernement explique qu'il s'agit là de la seule politique possible pour juguler l'inflation.

Autrement dit, le gouvernement voudrait nous faire croire que les salariés vivent trop bien et qu'ils ont un pouvoir d'achat qui dépasse les possibilités du pays.

L'heure serait soi-disant aux sacrifices pour tout le monde, y compris pour les salariés les plus modestes. Mensonges que tout cela ! Des augmentations de salaires dont on privera les travailleurs resteront sans contrôle dans les caisses des patrons. Elles font grossir les marges bénéficiaires, les profits et dividendes destinés aux actionnaires. Le résultat le plus clair de cette opération sera de favoriser les détenteurs de gros capitaux. Quant à l'effet sur les prix, le gouvernement lui-même ne se hasarde pas à annoncer quels résultats il pense obtenir.

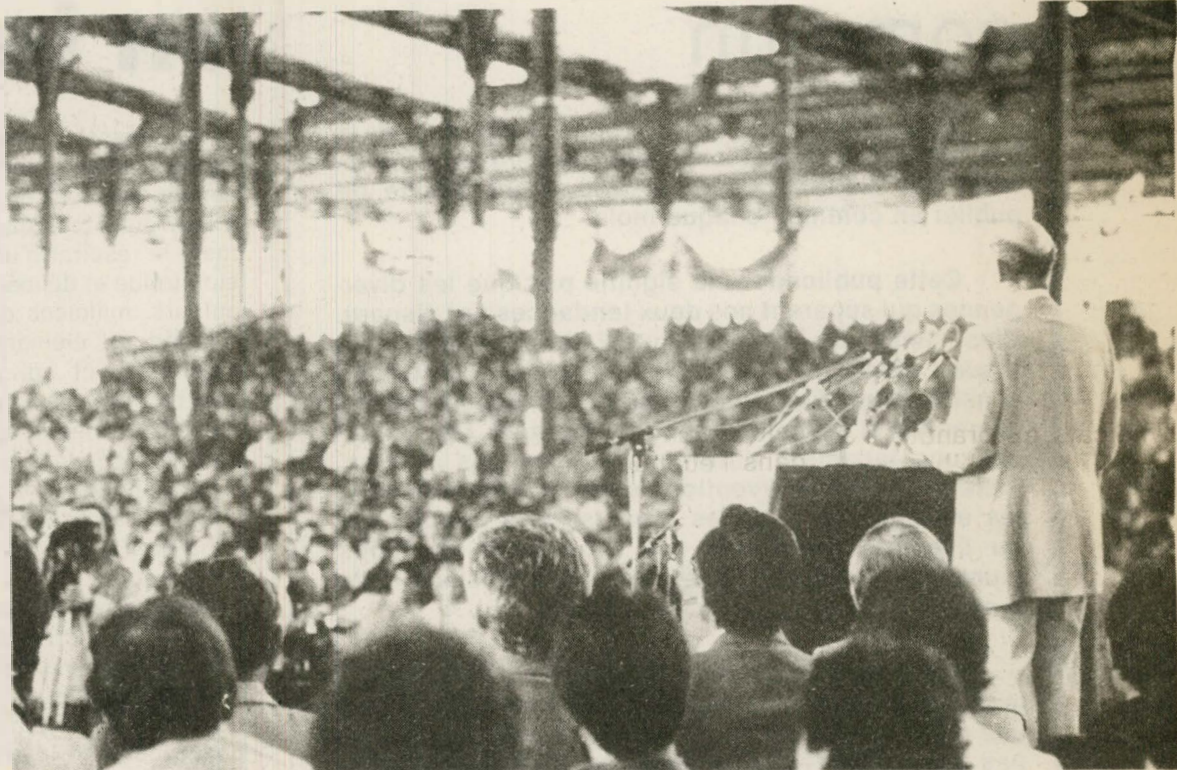
Car il sait bien que, s'il fallait s'attaquer aux vraies causes de l'inflation, il faudrait que l'Etat ampute l'aide qu'il accorde au patronat de la grande industrie, aide qui va principalement aux plus gros trusts, soit pas les subventions, soit par les commandes aux secteurs de l'armement.

Il faudrait que tous ceux qui ont réellement un train de vie de gaspilleurs soient mis à contribution, et sérieusement. Or le gouvernement est allé en sens contraire en reculant sur ses propres mesures fiscales, déjà timides : faute d'avoir osé s'en prendre aux capitalistes et aux riches, le gouvernement s'en prend aux classes populaires, auxquelles on demande tout à la fois d'alimenter davantage le budget de l'Etat, en payant des taxes nouvelles, et de faciliter la vie aux capitalistes, en acceptant des salaires au rabais.

En fait, dans cette période de crise, bien loin de faire la politique sociale qu'il avait annoncée, le gouvernement s'inscrit tout naturellement dans la logique du profit capitaliste.

Les travailleurs, eux, ne sont pas responsables de la gestion de cette économie en crise. Ils n'ont pas à en payer les pots cassés. Ils n'ont pas à se laisser piéger par les déclarations de Mauroy ou autres, et doivent exiger que le niveau de vie soit maintenu, préservé. Et pour cela, la seule garantie c'est d'exiger l'échelle mobile, qui assure la montée des salaires mensuellement, dès que les prix grimpent. Tant pis s'il y a moins de profits pour les capitalistes en tout genre ! C'est indispensable pour le simple maintien des conditions d'existence des travailleurs.

Le gouvernement bloque les Les centrales syndicales bloquent les revendications Il faut l'action tous ensemble



Krasucki au meeting de rentrée de la CGT à Paris. La CGT, pas plus que les autres confédérations ouvrières, ne propose de riposter à la politique d'austérité du gouvernement.

L'averse des mesures d'austérité tombe dru : les travailleurs attendent vainement le parapluie syndical. Le gouvernement revendique haut et fort la baisse du pouvoir d'achat, les restrictions sur l'UNEDIC et la Sécurité sociale. La tâche des confédérations syndicales aurait dû être la défense immédiate des salaires.

Mais non : chaque syndicat fait assaut de modération. Tous ont l'air de penser que la moindre revendication, un peu trop vigoureusement défendue, mettrait immédiatement en péril le gouvernement. Les centrales syndicales préfèrent s'aligner sur Mauroy, et mettre au frigo les revendications les plus brûlantes.

Aussi voit-on des syndicats qui ne chiffrent même pas la perte du pouvoir d'achat depuis le blocage des salaires. Ce qui aurait dû être quand même la moindre des choses, quand on est syndicaliste. Tous attendent de négocier avec le CNPF ce qui n'est pas négociable. Le gouvernement a décidé : pas plus de 10 % d'augmentation des salaires pour 1982, et pas plus de 8 % pour 1983. Mais tout

cela satisfait les directions des grandes confédérations.

La CFDT voit appliquer par le gouvernement la ligne votée à son congrès de mai 1982. Personne n'est dès lors plus heureux qu'Edmond Maire, dont les idées sont approuvées par le Conseil des ministres.

Quand on parle à la CGT de blocage des salaires, elle sort sa bataille de la production. On attaque le pouvoir d'achat ? Retrouvons les manches, dit-elle, et attendez des jours meilleurs. Cette opération de dévoiement est aussi un acte de fidélité au gouvernement. Quant à la FEN et à FO, c'est furtivement que leur rentrée s'est faite, sous le signe de la discrétion en matière revendicative.

Personne ne peut s'étonner, après ça, que la syndicalisation ne fait pas recette. Quand une confédération ne remplit pas son rôle élémentaire, la méfiance croît en conséquence. L'alignement sur le gouvernement, l'abandon de l'indépendance syndicale, tout ça a des effets immédiats dans les syndicats, parmi la masse des délégués du person-

nel — des militants et des adhérents.

Il est prévisible que des contradictions majeures vont passer dans les confédérations syndicales. La bataille de la production, annoncée par le 41^e congrès, systématisée en cette rentrée, aura pour effet de diviser dans la CGT ses partisans, et ceux qui refusent une adhésion sans retenue à la gestion de la crise.

Dans la CFDT, une opposition affirmée lors de deux derniers congrès nationaux au recentrage confédéral ne pourra que chercher à concrétiser dans l'action les propositions revendicatives qu'elle avance dans les débats internes à la centrale d'Edmond Maire.

Globalement, dans le mouvement syndical, plus nombreux seront ceux qui, déçus par la politique des confédérations, déçus par l'après-10-mai, chercheront auprès des révolutionnaires les réponses anti-capitalistes qu'ils attendent. Dans ce contexte, les révolutionnaires devront plus que jamais, dans les syndicats, être présents pour favoriser la rupture de ces militants d'avec les directions tradi-

salaires

semble

ionnelles du mouvement
ouvrier. Même si, en raison
de son orientation
actuelle, l'organisation
syndicale ne recrute pas,
l'attire pas de nouvelles
générations, c'est en parti-
culier en son sein que naî-
ront les contradictions
engendrées par l'orienta-
tion des directions syndi-
cales nationales.

Ce sont les dirigeants
de la gauche dont ceux
des syndicats, qui brandis-
sent le chantage habituel :
si les travailleurs partent
en lutte contre les mesu-
res d'austérité gouverne-
mentales dans les entre-
prises publiques et pri-
vées, cela fera le jeu de la
droite et favorisera son
retour aux leviers de com-
mande. C'est le monde à
l'envers : ceux qui
aujourd'hui font bien le jeu
de la droite, ce sont ceux
qui font sa politique en
décrétant à la moindre de ses
exigences, ce sont ceux qui
gouvernent pour les capi-
talistes sur le dos des tra-
vailleurs et ainsi les désolent
et les démoralisent.

C'est pourquoi aucune
haute solidarité avec le
gouvernement et sa politi-
que ne doit paralyser les
travailleurs et les travail-
leuses de ce pays. Car
nous sommes attaqués par les
mesures d'austérité. En
agissant comme il le fait
aujourd'hui, ce gouverne-
ment ne défend pas leurs
intérêts. Aussi, il ne faut
pas hésiter à entrer en
lutte contre le blocage des
salaires et la baisse du
pouvoir d'achat. Car ces
mesures montrent que
rien qu'élus grâce aux voix
ouvrières, ce gouverne-
ment n'est pas un gouverne-
ment des travailleurs.

Les choses ne change-
ront vraiment que si les
travailleurs se font enten-
dre, en commençant par
ne pas permettre qu'on
sacrifie leur salaire et leur
emploi pour protéger les
profits et les privilèges
des possédants.

Il n'y a qu'un moyen de
l'empêcher : la lutte,
action, tous ensemble.

Oui, l'heure est à la
riposte, et la classe
ouvrière doit l'organiser.

Jean LENTIER (LCR)

Contre

ce gouvernement

d'austérité,

préparons la riposte !

Un peu plus d'un an
après la venue au pouvoir
de la nouvelle majorité, les
travailleurs ont droit à un
tout autre scénario que
celui qu'on leur avait servi
dans l'euphorie de la vic-
toire. Plus question
aujourd'hui de « relance
de la consommation », ni
de « progression du pou-
voir d'achat », quant à
l'idée de faire payer les
riches, elle se trouve remi-
sée aujourd'hui dans le
placard des promesses
électorales.

Le blocage des salaires
et des prix a amplement
montré aujourd'hui dans
quel sens s'orientait la
rigueur gouvernementale :
tandis qu'aucune augmen-
tation salariale n'a été
enregistrée à ce jour (le
patronat se montrant pour
l'occasion particulière-
ment discipliné face aux
consignes gouvernemen-
tales), les dérogations au
blocage des prix ne se
comptent plus. D'ailleurs
le gouvernement a lui-
même donné l'exemple en
décrétant par deux fois
depuis le blocage une
hausse sur les produits
pétroliers.

Reprenant un argument
cher à l'ancienne majorité,
Pierre Mauroy explique
que les salaires sont la
cause de l'inflation.

Toujours pour donner
l'exemple, le gouverne-
ment, par la voix d'Anicet
Le Pors, ministre de la
Fonction publique, a
annoncé que pour 1982 les
fonctionnaires n'auront
droit qu'à 6,1 % d'aug-
mentation et estime leur
baisse de pouvoir d'achat
à 1,6 %. Les entreprises
du secteur nationalisé
sont invitées à faire de
même...

On le voit beaucoup
moins intransigeant par
contre vis-à-vis du patronat,
à qui il multiplie les
cadeaux : pas d'augmen-
tation des cotisations
patronales à la Sécurité
sociale pour 1983 (ce qui

signifie que les 20 à 30 mil-
liards d'économies pré-
vues pour l'an prochain
seront prises dans la
poche des assurés), report
à 1985 de l'impôt sur l'outil
de travail, dans le cadre de
l'imposition sur la fortune.
Ce n'est pas un hasard si
le seul qui puisse exprimer
aujourd'hui sa satisfac-
tion à Pierre Mauroy soit
justement Yvon Gattaz, le
président du CNPF !

Si au lendemain du
10 mai les travailleurs ne
nourissaient pas d'espé-
rances démesurées sur la
venue du nouveau pouvoir,
ils ne s'attendaient pas à
cela. Ils ne pensaient pas
que Mitterrand-Mauroy
prendraient des mesures
d'austérité à l'égard de la
classe ouvrière que même
Giscard-Barre n'auraient
pas osé prendre ou, en
tout cas, n'auraient pas pu
imposer sans réaction.

Pourtant, dans le passé,
chaque fois que les partis
de gauche ont été au pou-
voir, ce fut pour y mener la
politique de la droite.

Ainsi, quand de 1945 à
1947 le Parti Socialiste et
le Parti Communiste ont
été ensemble au gouver-
nement, ils utilisèrent leur
influence sur la classe
ouvrière pour lui imposer
des sacrifices.

C'était l'époque où les
dirigeants du PCF procla-
maient que la grève était
l'arme des trusts.

Beaucoup n'ont pas
connu cette période,
d'autres l'ont peut-être
oubliée. Ce n'est pas le
cas de Philippe Herzog,
qui y fit allusion dans son
discours à la fête de
L'Humanité, en rappelant
le mot d'ordre de son parti
à l'époque : « **Retroussons
les manches** ». Et lorsque
le PCF se retrouva hors du
gouvernement, la politique
anti-ouvrière continua
sous l'égide des socialis-
tes. Le président du Con-
seil socialiste Ramadier
(plus connu sous le sobri-
quet de Ramadier-la-Diète)



Auroux et Mauroy en conversation avec Gattaz, président du CNPF. Des ministres socialistes attentifs aux intérêts du patronat.

ou le ministre socialiste
de l'Intérieur Jules Moch,
qui fit donner les CRS et
l'armée contre les mineurs
en grève, ont laissé
d'amers souvenirs de
leurs exploits.

Les années ont passé,
mais la politique est la
même. Le Parti Socialiste
est au gouvernement, allié
au PCF. Les organisations
qui disent représenter les
intérêts des travailleurs
s'évertuent à justifier les
attaques ouvertes contre
leur niveau de vie. Le PCF
s'affaire à mobiliser les
travailleurs pour une nou-
velle bataille de la produc-
tion, une reconquête du
marché intérieur, dans
l'espoir qu'ils ne verront
pas, pendant ce temps,
qu'on leur fait les poches.

Les syndicats ne protes-
tent pas davantage. Ils
sont atteints de paralysie.
Contre l'austérité, le blo-
cage des salaires, le chô-
mage qui ne régresse pas,
les prix qui augmentent
quand même, ils n'ont rien
à dire. Ils ne veulent pas
gêner la politique du gou-
vernement.

Pendant ce temps, on
voit le défilé des mécon-
tents, patrons petits et
grands, agriculteurs,
médecins, représentants

des classes moyennes,
qui crient d'avance de
peur qu'on les égratigne,
et qui obtiennent du gou-
vernement des assurances,
des promesses et des
reports d'impôts.

Seule la classe ouvrière
n'a pas encore dit son
mot. Pourtant le mécon-
tètement existe. Les
électeurs ouvriers qui ont
voté pour le PS et le PCF
font l'apprentissage de ce
que font et peuvent les
représentants de la gau-
che réformatrice au pouvoir ;
ils peuvent voir qu'ils se
comportent en serviteurs
dociles de la bourgeoisie.

Si les travailleurs en
prennent conscience, s'ils
perdent leurs illusions en
ces partis, s'ils cessent de
se sentir représentés par
ces hommes et ces partis
qui servent une autre
classe, s'ils se désolidari-
sent de ce gouvernement
qui n'est pas le leur
— bien qu'ils aient voté
pour lui —, s'ils se mon-
trent décidés à lutter con-
tre lui, avec détermination
et force, sans se laisser
paralyser par une fausse
solidarité à son égard,
alors oui, les choses peu-
vent changer pour la
classe ouvrière.

Hélène DURY (LO)

Libertés : attention danger !

Depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, ses relations avec l'armée et la police sont difficiles. Pourtant, les ministres respectifs de l'Intérieur et de la Défense, Defferre et Hernu, ont fait leur possible pour gagner les bonnes grâces des hiérarchies militaire et policière en leur accordant l'argent, les hommes et les matériels qu'elles réclamaient, ou en prenant publiquement leur défense lorsque d'autres membres du gouvernement — tel le ministre de la Justice, Badinter — faisaient mine de s'en prendre à elles.

Mais Defferre et Hernu ont beau faire : les hauts cadres de la police et de l'armée ont plutôt leurs sympathies à droite, quand ce n'est pas à l'extrême-droite. Ils savent que les gouvernements passent, mais que la police reste. Ils n'ont aucune raison de lier leur sort au gouvernement de gauche. Et ils apportent leur pierre aux campagnes de la droite, qui accuse le gouvernement de « laxisme » à l'égard de la délinquance ou du terrorisme.

Les événements de cet été, et notamment les divers attentats terroristes, ont fourni de nouveaux prétextes à de telles campagnes. Une nouvelle fois le gouvernement Mauroy a répondu par des flatteries à l'égard de l'armée et de la police. Broussard, Prouteau et leurs hommes de main ont trouvé le rang de héros dans les salons ministériels. En pleine période de restrictions budgétaires, mille postes de gendarmes viennent d'être créés. On nous annonce fièrement la constitution d'un fichier informatisé pour lutter contre le terrorisme. Dans *Le Figaro-Magazine*, Hernu se félicite d'augmenter les ventes d'armes à l'étranger. Defferre couvre les policiers quand ils tirent en plein Paris sur une automobile et tuent une jeune fille de 17 ans.

Toutes les mesures en la matière de ce gouvernement renforcent les pouvoirs déjà exorbitants de l'armée et de la police. La gravité de ces mesures est telle qu'elle suscite des protestations dans les rangs mêmes de la majorité. Par exemple, celle du député socialiste Forni, président de la commission « Informatique et Liberté », qui s'inquiète de la création d'un super-fichier centralisé. On se souvient qu'en RFA, sous prétexte de lutte

antiterroriste, plus de deux millions de personnes ont ainsi été fichées.

Les mesures du gouvernement n'auront aucun effet pour enrayer la vague d'attentats ignobles, racistes et antisémites. Par contre, c'était prévisible, la gendarmerie et la police utilisent leur liberté de manœuvre : à tel point que c'est bien souvent la police qui prend des décisions que le gouvernement entérine ensuite, se ridiculisant parfois. C'est bien ce qui semble s'être produit lors de l'arrestation, fin août, de trois militants républicains irlandais, arrestations que l'Elysée a présentée d'abord, se fiant à sa police, comme celle de « gros bonnets » du terrorisme, avant d'être démentie par les faits. Les militants de l'IRSP (Irish Republican Socialist Party) n'ont rien à voir avec les attentats terroristes de Paris ou de Bruxelles. Quatre des leurs sont morts pendant la grève de la faim des prisonniers de Long Kesh. A l'époque, toutes les organisations ouvrières avaient soutenu ce combat et Mitterrand lui-même avait envoyé un message de sympathie à la famille de Bobby Sands.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le gouvernement Mauroy montre sa pleulerie à l'égard de la bourgeoisie, de son appareil d'Etat. Ce n'est pas pour autant qu'il se fait admettre d'eux. Mais cette complaisance renforce encore cet appareil d'Etat, ses moyens, son audace, l'encourage à multiplier ses attaques aux libertés démocratiques. Plus encore, elle l'encourage à jouer son propre jeu à l'égard du gouvernement, donne des armes à tous ceux qui, dans la police ou dans l'armée, pensent que celles-ci doivent être prêtes, le cas échéant, à exercer leurs pressions sur le pouvoir civil, voire à le remplacer.

C'est une situation qui, à terme, est dangereuse pour le gouvernement Mauroy-Mitterrand, mais pas seulement pour lui : elle l'est pour tous les travailleurs, pour toute la population, qui peuvent demain être confrontés à cette même armée, à cette même police qu'Hernu et Defferre encouragent si bien qu'aujourd'hui. Et elle montre en tout cas que, pour défendre leurs droits, leurs libertés, leurs moyens d'action, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Le 23 octobre,
toutes et tous dans la rue

REMBOURSEMENT DE L'I.V.G.

Depuis plus de dix ans, les femmes et les travailleurs se sont battus pour imposer le droit à l'avortement. Face à la réaction, à force de mobilisations courageuses, une idée s'est imposée : celle de la profonde légitimité de cette exigence.

A tel point que le régime giscardien avait été contraint de faire des concessions et de renoncer à la criminalisation de l'avortement.

Quant à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, tant syndicales que politiques, elles ont été amenées à soutenir cette revendication et à l'inscrire dans leur programme.

Mais, pour que ce droit devienne effectif, il faudrait que soient abrogées toutes les clauses restrictives frappant les mineures et les immigrées, imposant des délais limitatifs. Il faudrait aussi que soit abrogée la loi Veil, pénalisante et culpabilisante pour les femmes, et que le droit à l'avortement

soit inscrit au code de la santé. Il faudrait enfin que les moyens médicaux existent réellement pour que les IVG puissent se faire pour toutes les femmes qui sont amenées à en faire la demande et dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

Or, on est loin du compte.

Le Parti Socialiste et F. Mitterrand lui-même s'étaient engagés nettement sur un point qui certes ne résoud pas tout, mais qui constitue une exigence minimum immédiate : le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale. A la veille du 8 mars, le gouvernement avait confirmé que cet engagement formel serait tenu dès cette rentrée.

Pourtant, en plein mois d'août, Bérégovoy a annoncé le report de cette décision. Et d'invoquer des « questions d'éthique » !

Décision scandaleuse, provocatrice, Face à une droite qui avait commencé à se mobiliser sur cette question, le gouvernement n'a su

donner qu'une réponse : la reculade honteuse, en faisant fi de ses propres engagements !

La réponse s'impose d'évidence : il faut une mobilisation massive pour imposer le remboursement immédiat de l'IVG. Il faut que l'engagement pris sur ce point soit tenu. Ce sera une première victoire qui, sans tout résoudre, permettra de réaffirmer que le droit à l'avortement doit impérativement devenir une réalité.

Un certain nombre d'organisations, qui durant des années se sont battues avec les femmes pour imposer le droit à l'avortement, ont très rapidement appelé à la mobilisation. Le Planning familial, les groupes femmes, l'URP-CFDT, l'ANCIC ont, dès l'été, lancé une pétition unitaire et appelé à manifester le 23 octobre.

Depuis de nombreuses organisations ont appelé à cette mobilisation.

La LCR et LO apportent leur soutien total à ces initiatives et agiront pour leur succès.

Une « libre opinion » de Denis Langlois

La parution du premier numéro du supplément mensuel commun à Rouge et Lutte Ouvrière nous a valu la « libre opinion » suivante de Denis Langlois, avocat et auteur des *Dossiers noirs* de la police française et du *Guide du militant*. Nous la publions bien volontiers.

Le renouveau

C'est un événement. On les croyait brouillés depuis l'élection présidentielle. Et voilà qu'ils publient en commun un supplément mensuel à leurs journaux. Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire se seraient-ils réconciliés ? Pas tout à fait. Et dans un sens c'est préférable. Une confrontation d'idées vaudra toujours mieux qu'une unanimité dépourvue d'idées.

Ça fait quand même plaisir de savoir qu'ils ne sont plus en guerre, qu'ils ne s'envoient plus à la tête des citations de Trotsky en s'accusant mutuellement de trahison. C'est bête, mais on se sent brusquement rajeuni. Depuis mai 1968, on avait pris un sacré coup de vieux. Dans les manifs on cherchait les banderoles. Parfois, ils étaient là tous les deux, mais avec des slogans différents, avec des services d'ordre qui servaient bien sûr à éviter les provocations mais aussi à

séparer les torchons et les serviettes, avec leurs sonos tonitrueuses qui insistaient sur les mots destinés à faire rager les autres.

Alors, le 5 juin, à la fin du printemps, ça nous a fait un drôle d'effet de les retrouver derrière une même banderole pour crier contre Reagan et le sommet de Versailles. Certes, ce n'était pas la lune de miel des élections européennes où ils avaient présenté une liste commune. Comme d'habitude, chacun avait sa sono, ses slogans, son service d'ordre. Mais on avait l'impression que l'espace entre les deux groupes s'était un peu rétréci. Ce n'était plus vingt mètres, mais dix.

Un mois plus tard, pour soutenir les peuples palestiniens et libanais, les premiers rangs de Lutte Ouvrière venaient frôler des derniers rangs de la Ligue Communiste. Les coups de vent entremêlaient les drapeaux rouges et l'on reprenait parfois les mêmes slogans, en essayant seulement de crier plus fort que les autres.

Aujourd'hui, c'est ce fameux supplément mensuel commun. Et au moment où, plus que jamais, l'extrême-gauche révolutionnaire a besoin de rassembler ses forces amoindries, c'est primordial.

L'extrême-gauche c'est fini, entendait-on un peu partout

dans la bouche de ceux qui avaient préféré à l'action militante les week-ends familiaux, les parties de tennis ou la soupe du Parti Socialiste. Non, ce n'était pas fini. Seulement un long engourdissement.

Mais ce n'est là qu'un début. Il faut continuer cette reconstruction. Pourquoi demain n'y aurait-il pas un supplément commun à trois, à quatre, à cinq journaux, à tous ces groupes dispersés, souvent hostiles faute de se connaître : les trotskystes bien sûr, mais aussi les marxistes-léninistes, les libertaires et tous ceux qui n'appartiennent à rien, qui se cherchent, qui hésitent ? A tous ceux qui croient que le monde ne peut changer que par la révolution ou la grève générale. A ceux que l'on retrouve toujours côte à côte sous les coups de la répression, dans les commissariats, dans les prisons. A ceux que les puissants de ce monde réunissent sous le vocable de « canaille gauchiste », sans savoir que c'est un immense honneur qu'ils leur font. Aux frères de partout et d'ailleurs. A cette Fédération révolutionnaire qu'il faudra bien créer un jour. A la vie tout simplement.

Non, père Duchesne, la révolution n'est pas morte. Il paraît qu'ils l'écrivent à nouveau ensemble.

Denis LANGLOIS

LA REALITE DE L'AVORTEMENT

• aux journées de l'Association nationale des centres IVG et contraception, un bilan sévère de la loi Veil

VENUES des quatre coins de la France, ce sont quelque 300 personnes qui ont participé aux troisièmes journées nationales d'études sur l'avortement et la contraception organisées par l'ANCIC, les 25 et 26 septembre à la faculté de médecine X. Bichat à Paris.

L'Association nationale des centres d'interruptions de grossesse et de contraception, créée en mai 1979, regroupe les praticiens, médecins et non médecins, qui travaillent dans les centres d'interruptions de grossesse ou en relation avec eux.

Les sujets abordés pendant ces deux jours étaient plus particulièrement centrés sur l'avortement, question rendue brûlante par l'actualité politique. Le report du remboursement, les propos de Bérégovoy, la situation problématique de l'avortement dans les structures publiques étaient la toile de fond des débats. Si l'on pouvait noter dans la salle la présence de plusieurs militantes et militants du SMG, du MFPP, des mouvements féministes, etc., les divers ministères invités, de la Santé, de la Solidarité nationale, du Droit des femmes, brillaient par leur absence.

Le ton était donné dès l'ouverture de la séance par la lecture d'un texte réaffirmant les positions de l'ANCIC, notamment en ce qui concerne l'avortement, « pour la dépénalisation, pour l'abrogation de la loi de 1920 et de l'article 317 du Code pénal et des textes répressifs s'y rapportant, pour le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale ». Mais aussi contre tous les aspects restrictifs de la loi Veil-Pelletier : « Pour la suppression du

délai de résidence pour les étrangères, pour la suppression de l'entretien social et du certificat qui en découle, pour la suppression également du délai obligatoire de 8 jours dit "de réflexion", contre le délai légal de 10 semaines et pour l'IVG jusqu'à la limite de viabilité légale du fœtus, et enfin pour la suppression de l'autorisation parentale pour les mineures en matière d'avortement et pour les actes qui en découlent. »

Et les mineures

C'est à partir de leur expérience de six ans de pratique des IVG dans les hôpitaux publics que les membres de l'ANCIC ont défini ces positions. Ensuite, tout au long des quatre tables rondes proposées : « les mineures dans les centres d'interruption de grossesse », « stérilet et grossesse », « contraception et avortement », « étude de l'évolution des idées religieuses, médicales, et des données sociologiques, pour tenter de mieux comprendre les réalités actuelles », « les IVG tardives », plusieurs interventions se succédèrent à la tribune dont la plupart faisaient le procès de la loi, de ses limites, de son inapplication, à partir de récits d'expériences ou d'enquêtes chiffrées.

Ainsi, lors de la table ronde sur les mineures, on apprenait, à partir d'une enquête effectuée par le MFPP, que si le nombre d'IVG de mineures représente 7 % des IVG « légales », il est de 18 % pour les IVG tardives, presque trois fois plus ! A la question : « l'IVG pour les adolescentes est-elle un drame ? »,



l'une des intervenantes répondait que c'était avant tout celui des limites de la loi. Loi appliquée dans ces cas-là plus qu'au pied de la lettre puisqu'un quart des centres d'IVG demandent la présence des parents en plus de l'autorisation ! « Seule la gratuité totale et l'anonymat peuvent répondre à ce problème », disait une autre intervenante.

La troisième table ronde, tout aussi intéressante, se donnait comme objet de répondre à cette question : « Les difficultés que nous rencontrons dans l'information et la prescription contraceptive ainsi que dans l'application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Pour nous, en 1982, ces difficultés sont tout aussi actuelles qu'avant l'arrivée de la gauche au pouvoir : pourquoi ? » Une série d'exposés présentait le débat général sur l'avortement et la contraception, depuis une courte

« histoire de la doctrine religieuse chrétienne » jusqu'au « combat des néo-malthusiens » et la présentation de « la loi de 1920 et de ses conséquences ». Ensuite, une série de données chiffrées venaient illustrer les carences en matière d'équipement du secteur public et l'incapacité, de ce fait, de répondre aux demandes tant du point de vue de l'avortement que de la contraception. On découvrait ainsi qu'il y a encore huit départements en France où il n'existe aucun centre de planification.

A l'Hôtel-Dieu de Lyon

Une intervention très attendue : celle de l'équipe du centre d'orthogénie de l'Hôtel-Dieu de Lyon qui, après s'être battue pendant dix ans pour obtenir un statut de centre de planification pour une amélioration de leurs

conditions de travail, vient de mener une grève de trois mois : la seule reconnaissance de leur travail qui était proposée par l'administration de l'hôpital, c'était leur intégration au nouveau service de gynéco-obstétrique dont le chef de service est hostile à l'IVG. Après trois mois de lutte très dure et « malgré les promesses et la reconnaissance de la compétence et du courage du personnel du centre par le ministère de la Santé et des Droits des femmes », ils viennent de perdre cette bataille. « Ainsi disparaît une pratique de six années de travail d'équipe où médecins mais aussi non-médecins avaient leur mot à dire, ainsi qu'une certaine idée du service public effectivement au service du public et non d'une carrière hospitalière. L'avenir dira si les femmes ont bénéficié de ce changement. »

S. F.

NANTES : mobilisation unitaire

Au printemps 1982 déjà, un travail unitaire avait eu lieu pour l'avortement : action contre la manif de la droite du 15 mai, envoi d'une lettre aux élus et rencontre avec deux d'entre eux, conférence de presse...

Sur la lancée de ce travail, une première réunion unitaire s'est tenue jeudi 16 à l'initiative du Planning familial. Un large accord s'est réalisé pour axer la mobilisation sur le remboursement de l'avortement. Ont été décidées la création d'un collectif nantais pour le remboursement de l'avortement, la prise en charge de la pétition nationale, une conférence de presse le 1^{er} octobre et la préparation de la manifestation nationale du 23 octobre.

Les organisations présentes étaient : Planning familial, Ligue des droits de l'homme, Fraternité protestante, CSCV, Cahiers du féminisme, LCR, UL CFDT, CPL, Collectif femme-alternative, CCA, FO, Libre Pensée, PSU. Il y avait des lettres de soutien de l'UFF Saint-Nazaire, de la CSF, du MRAP et du PS.

Le SNI, sous l'influence du PCI, a déclaré ne pas pouvoir signer avec des organisations « confessionnelles » (sic), la CFDT entre autres !

La liste définitive des signataires sera établie le 24 septembre; une démarche va être faite auprès de l'UL CGT, qui avait annoncé sa participation à la réunion mais n'est pas venue.

VIOL : verdict scandaleux aux assises de Créteil



LE 23 septembre à 20 h 05, après une délibération des jurés, à peine une demi-heure, dont la majorité était composée de femmes, le verdict est tombé : acquittement pour les deux accusés présents, le troisième étant en fuite.

La salle est restée atterrée, puis la colère a éclaté, légitime, devant cette nouvelle parodie de justice et le recul incroyable après des années de luttes menées par les femmes. On est en droit de s'interroger. Avant même l'entrée de la cour, juste avant que soit prononcé le verdict, la police, venue en renfort depuis midi, entourait toute la salle, visiblement prête à d'éventuels affrontements. Comment savait-elle déjà ? Un bref rappel des faits.

Un viol banal, affaire courante, comme n'a pas cessé de le faire remarquer le président. Marie-Andrée Marion, depuis cette nuit horrible du 30 au 31 décembre 1978, se bat pour que son viol commis par trois hommes soit reconnu. Ces trois hommes ont profité de son état dépressif et désemparé pour abuser d'elle durant plus de trois heures. Elle

sortait en effet de l'hôpital où elle était soignée pour dépression nerveuse. Cela n'a visiblement pas ébranlé les jurés représentant le peuple et la France profonde. Aujourd'hui, les deux hommes sont libres. Les jurés, dans leur intime conviction, en ont décidé ainsi.

Le président de la cour, visiblement agacé à la réception de nombreux télégrammes de soutien qui affluaient, semblait dès le départ avoir choisi son camp.

J'oubliais de préciser que les torts étaient forcément du côté de la victime. En effet, elle était au moment des faits soignée en hôpital psychiatrique, elle est homosexuelle et le revendique, elle est féministe et de son métier comédienne. Quoi de plus accablant pour un juré ordinaire, jugeant une affaire ordinaire ?

De plus, je cite le Président : « ... elle n'a pas usé de sa ruse féministe pour chercher à se défendre... » Un inspecteur : « ... que faisait-elle dans un bar à 21 h » et « ... qu'a-t-elle fait après le viol durant deux heures ? », question posée par un juré perspicace. Ces mêmes jurés qui durant deux longues jour-

nées ont omis de poser la moindre question aux accusés. Notamment, point important, sur leur incapacité à fournir un alibi durant les heures présumées du viol, à savoir entre 22 h 30 et 2 h 30 du matin, faisant ainsi apparaître la victime comme l'accusée.

Faute suprême, fatale. Elle avait refusé les expertises médicales et l'examen de crédibilité, réclamés par le tribunal et obligatoires. Elle avait auparavant déjà subi de nombreux examens attestés par les certificats médicaux, lus durant le procès.

En effet, dans les jugements criminels, seul dans le cas de viol la victime doit se soumettre à un examen d'expertise médicale et psychiatrique ainsi qu'à une enquête de moralité. Curieuse pratique.

En résumé, voici ce qui ressort des débats au cours de ce procès et face à ce jugement scandaleux. Si vous êtes violée et que vous portez plainte : soyez vierge, gardez votre sang-froid et, surtout, surtout ne jetez pas votre culotte (seule pièce à conviction).

Catherine Lemoine

Conférence de presse du collectif de campagne des soldats

• Non au service à la carte : six mois comme promis

Il était un peu plus de 14 h 30, au premier étage de la Bourse du travail à Paris, lorsque débuta samedi la conférence de presse de rentrée du collectif de campagne des soldats. Premier constat, ils sont une douzaine en uniforme ; les trois armes traditionnelles (terre, air, mer) sont représentées. Il ne manque qu'un gendarme. Quant au para qui devait présider cette conférence de presse, nous apprenons que l'envoi d'un nouveau contingent français à Beyrouth a eu pour conséquence de le retenir à son unité, mais il a fait parvenir un message que nous liront ses camarades. Ainsi d'emblée, le ton est donné ; dans l'ensemble des unités de l'armée française, les revendications portées par le collectif sont très populaires, et d'initiative en initiative, il confirme et son implantation et sa représentativité. Qui pourrait le nier ?

Sept mois de lutte déjà, et ils continuent

« Cela fait sept mois que nous nous battons avec notre collectif pour gagner (1) », expliquent-ils. Durant ces sept mois, la répression ne les a pas épargnés : plusieurs dizaines d'entre eux se sont vu infliger des jours d'arrêts, voire, ce qui est évidemment beaucoup plus grave, des mesures de « rab disciplinaire », autrement dit de « maintien au corps » au-delà de la durée légale de douze mois. Ce fut le cas au mois d'août et il en ira de même avec la libération de la classe 1981/10 cette semaine, le collectif ayant recensé au moins six cas de rab. Mais « cette répression, déclenchée par la hiérarchie militaire, sans que C. Hernu ne bouge même le petit doigt pour la faire cesser, n'est pas de nature à entamer notre détermination », ajoutent-ils « car ces deux ans de prison au total n'ont pas empêché plus de 6 000 de nos camarades de signer la pétition ». Les détails qu'ils donnent sont, il est vrai, impressionnants : dans six unités, c'est entre 100 et 200 signatures qui ont été recueillies malgré les mutations, dans vingt-quatre autres casernes, la barre des 50 signatures est passée ; dans trente-deux unités, il y a entre 30 et 50 signatures et enfin dans soixant-seize autres entre 10 et 30 signatures. Au total, près de 140 bases, camps et casernes, où le mouvement a un caractère de fait plus ou moins organisé. Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait pas ne pas prendre en compte leurs revendications, mais « la réponse de P. Mauroy n'est pas satisfaisante » et ils s'en expliquent.

« Le service à la carte serait une nouvelle injustice sociale »

« Introduire un service à la carte de 6 à 18 mois, c'est porter atteinte au principe de l'égalité de tous devant la loi. D'ores et déjà, un jeune sur trois échappe à l'appel sous les drapeaux. Avec le service à la carte, ce serait les jeunes issus des milieux les moins favorisés qui devraient fournir de fait les contingents de volontaires, créant ainsi une grave injustice sociale. Que l'on ne vienne pas nous dire que 6 mois c'est insuffisant pour donner à tous une formation militaire de base, voire une spécialité dont d'ailleurs nous ne discutons pas le principe. Il y a parmi nous de nombreux camarades qui ont acquis une spécialité combattante (parachutiste, pilote de char, transmetteur ra-



dio, etc.) ; tous l'ont fait en quelques semaines.

« La réduction du service à 6 mois pour tous est une exigence de justice sociale. Il ne faut pas remettre cette réduction à la discussion de la prochaine loi de programmation militaire. Les jeunes attendent au moins un premier geste rapide, une réduction significative dans la perspective des 6 mois pour tous. »

« Les droits démocratiques : une garantie pour tout le pays »

C'est pourquoi d'ailleurs, conscient de la nécessité d'améliorer encore le rapport de forces, le collectif a pris une série de mesures (voir encart) pour renforcer l'organisation de la campagne et amplifier le mouvement autour de la pétition.

« Les droits démocratiques sont une conquête qu'il faut imposer aux généraux de l'état-major, comme il faut imposer au patronat des droits nouveaux pour les travailleurs. Aucune spécificité ne saurait justifier pendant un an des dizaines de milliers de jeunes se voient traités comme des citoyens de seconde zone. A partir du moment où l'on attend des soldats des tâches spécifiques, tous doivent bénéficier du droit élémentaire à l'information. Or, il reste des publications légales interdites dans les casernes. Tous doivent également pouvoir s'exprimer librement, individuellement ou collectivement. Or, comme c'est arrivé à plusieurs d'entre nous, le règlement de discipline générale des armées, modifié par les décrets du mois de juillet, permet encore aux généraux de mettre au secret et de punir de 40 jours d'arrêts le signataire d'une pétition collective. Tous, enfin, doivent pouvoir s'organiser librement pour défendre leurs droits, indépendamment de la pyra-

mide hiérarchique. Pourquoi les policiers qui sont "armés" pourraient-ils le faire tandis que les soldats, et plus généralement les militaires, se voient interdire de constituer librement des associations. En effet, dès que les soldats, répondant à notre appel, se regroupent, s'organisent, ils prennent aujourd'hui le risque de se voir interrogés par les agents de la sécurité militaire, rebaptisée protection-sécurité-défense et cela au mépris des engagements formels pris par C. Hernu devant l'Assemblée nationale. En outre, les révélations récentes faites par les policiers syndicalistes sur le noyautage de la droite dans la hiérarchie policière montrent à quel point les droits démocratiques peuvent être une garantie pour tout le pays. »

Les soldats présents à la conférence de presse ont magistralement illustré ce point de vue en montrant à partir de l'exemple du Liban à quel point il était dangereux et antidémocratique d'envisager l'utilisation des appelés à des tâches aussi particulières sans qu'ils aient les moyens de se faire une opinion et de l'exprimer comme l'ensemble des autres citoyens.

Appel à la solidarité en direction des civils

C'est sur un vibrant appel à la solidarité que s'est conclue cette initiative de rentrée du collectif de campagne des soldats. Appel à la solidarité face à la répression bien sûr ; appel à l'aide financière bien sûr ; mais appel à la solidarité aussi, face au refus des grands médias de donner la parole aux soldats. Depuis sept mois, aucune chaîne de télévision n'a consacré ne serait-ce que 30 secondes sur ce qui se passe dans les casernes. Appel enfin à la solidarité dans la perspective d'une action commune des soldats et des civils à l'occasion de la discussion à l'Assemblée du budget militaire pour 1983, sans doute dans la première quinzaine de novembre. Sur tous ces plans, la LCR et les JCR répondront présents à Paris et en province et se porteront en première ligne aux côtés des soldats comme nous l'avons toujours fait, afin qu'avec leur collectif national de campagne, ils finissent par gagner pour toute la classe ouvrière et la jeunesse.

Verveine Angéli
Jean-Louis Michel

(1) La première conférence de presse du collectif remonte en effet au 13 février 1981.

Communiqué n°4 du collectif de soldats

SOLDATS, marins et aviateurs des garnisons de France, de RFA et d'Outre-Mer :

● Le 25 septembre à la Bourse du travail à Paris, nous avons tenu en uniforme une nouvelle conférence de presse pour faire le bilan de ces sept mois durant lesquels plus de 6 000 soldats ont signé notre pétition. Mais le fait est là : malgré la force de notre mouvement, malgré les 10 000 signatures civiles pour les six mois, nous n'avons pas obtenu satisfaction. L'alternative est désormais claire, soit nous taire et accepter l'ordre qu'imposent les généraux opposés au changement dans les casernes, soit poursuivre la lutte en nous organisant pour amplifier le mouvement et nous donner les moyens de la victoire. Avec le collectif national, c'est cette dernière voie que nous allons tous ensemble emprunter. (...)

● Chacun dans son unité doit non seulement signer mais aussi faire signer 5, 10, 50 ou plus de ses camarades.

● Le collectif met à la disposition de tous, un court bulletin d'information téléphonique. Appelez le (1) 772 71 10 à Paris.

● Le collectif a demandé à trois sortants d'assurer un secrétariat national permanent. Il s'agit des camarades :

— Hervé Coléou de la 81/10, six

fois muté et sanctionné de 100 jours d'arrêts au total, ayant fini son temps au 17^e RGP de Montauban ;

— Jean-Michel Nicol, de la 81/08, deux fois muté et sanctionné, ayant effectué tout son temps dans les FFA, notamment à Berlin ;

— Romain Treppoz de la 81/08, lui aussi plusieurs fois muté et sanctionné dans l'Est de la France où il a fini son service avec un mois de « rab disciplinaire ».

● Le collectif a aussi désigné plusieurs délégués régionaux (...). Avec eux, le temps d'une meilleure organisation pour l'action est venu. Dans chaque caserne, dans chaque base, dans chaque camp, il faut qu'il y ait désormais un correspondant du collectif et qu'autour de lui s'organise la lutte sous la forme de comité, voire d'assemblée générale, quand la situation le permet (...).

Septembre 1982
Communiqué de campagne n° 4

● ADRESSE DU COLLECTIF : François Castaing, 28, rue de la gaité, 75014 Paris
● SOUTIEN FINANCIER : à l'ordre de Romain Treppoz
● BULLETIN D'INFORMATION TELEPHONE : 772 71 10 à Paris.

LIBAN : UN PARACHUTISTE PARLE

Le 17^e régiment de génie parachutiste a été ces derniers jours souvent cité dans la presse écrite et radio-télévisée. En effet, une quarantaine de sapeurs de mon unité faisaient partie de la force d'interposition envoyée à Beyrouth par le gouvernement. Les rapports que nous font nos camarades présents à Beyrouth entre le 1^{er} et le 15 septembre soulèvent cependant de nombreuses inquiétudes parmi nous sur les conditions de l'envoi de troupes françaises au Liban et le rôle qu'elles y jouent. La presse a déjà relevé que le résultat concret du travail des sapeurs (démontage des carrefours, démantèlement des lignes de défense des camps palestiniens) semble avoir été de faciliter l'entrée des troupes israéliennes dans Beyrouth-Ouest. Des sapeurs racontent encore que leur groupe a dû se retirer de certains points, directement sur l'injonction des officiers israéliens, et s'interrogent sur les raisons de leur départ de Beyrouth moins de 5 heures avant le début des terribles bombardements qui ont précédé l'arrivée de l'armée israélienne dans les quartiers ouest.

Un autre sujet d'inquiétude réside dans les pressions exercées par la hiérarchie sur l'ensemble des appelés du 17^e RGP pour qu'ils se portent volontaires pour partir au Liban. Nous avons été sollicités jusqu'à cinq ou six fois par jour, certains cadres faisant même courir le bruit que tout le régiment devrait partir, volontaires ou pas ; certains se sont vu proposer une remise de sanctions disciplinaires en échange de leur volontariat ; plusieurs appelés qui devaient être libérés à la fin du mois ont été poussés à prendre un engagement d'un an et ont été décidés en quelques heures à s'embarquer ce matin parmi la centaine de sapeurs dépêchés dans le nouveau contingent français en partance pour Beyrouth. J'ai moi-même été l'objet de pressions visant à m'empêcher d'exprimer mes opinions pour ne pas « influencer mes camarades ».

Les conditions dans lesquelles se déroule ce départ, présenté par la hiérarchie comme un exemple en regard de la politique annoncée ces derniers jours par P. Mauroy concernant la réorganisation du service national, ne sont pas faites pour nous rassurer.

A Montauban
le 22 septembre
Hervé Coléou

Dernière minute

Philippe Tronet, agriculteur originaire de Lamballe, incorporé début août au 1^{er} régiment d'artillerie de marine à Montlhéry vient d'être sanctionné pour la seconde fois de 20 jours d'arrêts. La première fois, on l'avait trouvé en possession d'une publication interdite : Rouge. Cette fois, les flics de la PSD, dignes héritiers de la SM, ont fait signer des déclarations à quelques « moutons » attestant qu'il était à l'origine de la signature massive dans l'unité de la pétition des soldats.

LA FIN SANS GLOIRE D'HELMUT SCHMIDT

ON attendait de l'élection dans la province de Hesse, le 26 septembre, qu'elle consacre la chute d'Helmut Schmidt chancelier d'Allemagne fédérale depuis 1974. Mais cette consultation régionale n'a fait qu'élucider plus complexe une situation rendue incertaine par l'éclatement de la coalition des sociaux-démocrates et des libéraux. A la surprise générale, en effet, le SPD dont on prévoyait la déroute, a maintenu, avec 44,1 % des suffrages ses positions et n'a été devancé que de justesse par l'opposition chrétienne-démocrate (CDU). En revanche, les libéraux (FDP) ont été éliminés du Parlement régional.

La crise gouvernementale qui a éclaté le 17 septembre, avec le départ des ministres libéraux, couvait depuis plusieurs mois. Les deux partis de l'alliance ne parvenaient à s'accorder qu'après d'âpres et tortueuses négociations, notamment sur les grandes décisions économiques et budgétaires. A cela, il est une raison, la récession qui n'épargne plus le pays. Les experts prévoient cette année une croissance zéro, et 16 000 faillites. Dans une telle situation, les libéraux, exprimant la volonté du patronat, poussaient à des coupes claires dans les dépenses sociales et à un allègement des charges fiscales des chefs d'entreprises. Au contraire, Schmidt, tout en acceptant l'austérité — qui pour la deuxième année consécutive a entraîné une diminution des salaires — refusait de prendre des mesures qui risquaient de lui aliéner la base ouvrière du SPD et les syndicats.

S'IL est une leçon à tirer de cette crise, c'est bien que la collaboration de classes ne peut mener qu'à l'impasse. Le modèle allemand de relations sociales, qu'on a tant vanté, reposait sur un accord entre le patronat et la bureaucratie syndicale, la première acceptant de faire certaines concessions, notamment dans le domaine salarial, en échange de la garantie du consensus par la seconde. Le gouvernement de son côté, au moyen d'un déficit budgétaire contrôlé, finançait certaines mesures sociales, accreditant ainsi le mythe d'un « Etat social ». Mais, un tel système ne pouvait se perpétuer que dans une situation de relative prospérité. La bourgeoisie ne pouvait que le remettre en cause dès lors que les taux de profit commençaient à décroître. Les rétablir suppose en effet qu'on s'attaque frontalement aux conditions de vie et de travail des masses et cela rend caduques toutes les tentatives de compromis social.

Pour symboliser sa volonté de conciliation avec le capital, le SPD avait, depuis 1969, passé un accord avec le petit parti libéral. On voit maintenant à quoi servent de telles alliances. Tandis que la bourgeoisie cherchait à se débarrasser d'un gouvernement qui ne s'engageait pas suffisamment dans la politique qu'elle souhaite, le FDP donnait le coup de grâce à Schmidt, en rompant la coalition et en engageant des pourparlers avec les chrétiens-démocrates. Contrairement à ce qu'ont toujours affirmé les partis réformistes, la formation de telles alliances ne sert même pas à élargir la base du gouvernement. Les deux plus récentes élections régionales allemandes — à Hambourg au printemps et en Hesse — l'ont montré : le FDP a purement et simplement été balayé. Ce qui tend à prouver qu'un tel parti devait pour l'essentiel ses résultats antérieurs (10 % des suffrages en 1980) à l'attitude des socialistes à son égard.

TOMBERA, tombera pas? Sauf rebondissement spectaculaire, une motion de défiance présentée en commun au Bundestag par la CDU et le FDP devrait mettre fin au règne du SPD. Avec la formation d'un nouveau cabinet, c'est à une accentuation de l'offensive anti-ouvrière qu'il faut s'attendre. Déjà, le futur chancelier, Helmut Kohl, a laissé entendre qu'il envisageait des économies budgétaires de plus de 13 milliards de marks, ce qui aura d'abord des conséquences immédiates sur les traitements des fonctionnaires et sur le taux de la TVA. On aurait tort de ne voir, dans la situation actuelle, que l'évolution à droite dont témoigne le retour des chrétiens-démocrates aux affaires. Car, parallèlement, on assiste sur le terrain électoral à la montée d'un « parti vert » (7,2 % des suffrages en Hesse) désormais présent dans sept parlements régionaux sur onze. Certes, cette force est loin de présenter une alternative de classe à la faillite du SPD. Mais elle cristallise les aspirations antimilitaristes, antinucléaires d'une fraction de la jeunesse, sa volonté confuse d'en finir avec les règles du jeu politique en RFA et de changer de société. Parallèlement, les derniers événements contribuent à une décantation dans le mouvement syndical, un courant cherchant la voie d'une riposte de masse aux attaques patronales. C'est donc à une redistribution complète des cartes qu'on assiste.

29 septembre 1982
Christian Picquet

• La droite au pouvoir à Stockholm depuis 6 ans a été victime de la crise, de ses querelles et de son programme



Olof Palme retrouve un poste perdu en 1976.

SUEDE : le retour des sociaux-démocrates

AU pouvoir sans interruption de 1932 à 1976, les sociaux-démocrates avaient perdu la majorité en Suède, il y a six ans. Ils sont revenus le 19 septembre à l'occasion des élections qui, tous les trois ans, renouvellent toutes les assemblées. Le parti d'Olof Palme (SAP) obtient près de 46 % des voix et enregistre ainsi son meilleur score depuis 1970. Apprenant les résultats du SAP, Palme a même été jusqu'à parler de sa « première victoire réelle » depuis treize ans.

Le Parti communiste (VPK, de tendance eurocommuniste) — en dépit des sondages qui laissent penser qu'il ne franchirait pas la barre fatidique des 4 % nécessaires pour accéder à une représentation parlementaire — maintient son score. Cela est dû en grande partie à la tactique d'une frange de la social-démocratie, qui a apporté le coup de pouce indispensable pour lui permettre de conserver le même nombre de députés et assurer du même coup à Olof Palme une majorité absolue au Riksdag. L'apport des 5,6 % communistes ne fait en effet aucun doute, cette formation ayant toujours dans le passé apporté son soutien au SAP.

Un vote contre l'austérité

La droite est tout à la fois victime de son incapacité à constituer une équipe gouvernementale cohérente, de son impuissance à maîtriser la crise économique, et de son programme. Les rivalités entre les différents partis bourgeois avaient abouti à la constitution de quatre gouvernements en six ans. L'an passé par exemple, le Parti de la convergence modérée avait rompu avec ses partenaires à la suite d'un différend sur la réforme de la fiscalité.

Durant les six années où domina une coalition réactionnaire, le marasme économique s'est considérablement approfondi. Le déficit budgétaire de 78 milliards de couronnes (une couronne équivaut à 1,13 franc) est un des plus élevés de la zone de l'OCDE et représente environ 13 % du PNB. L'endettement extérieur s'est accru. A lui seul, le service de la dette est de 11 milliards de couronnes. La contraction du commerce mondial et la perte de compétitivité de l'industrie atteignent d'autant plus la Suède qu'elle dépend très largement de ses exportations. La dévaluation de 10 % de la monnaie en septembre 1981 n'a eu de ce point de vue que des effets

passagers, comme le démontre le déficit record enregistré par la balance commerciale au mois d'août : 3,9 milliards.

La croissance continue du chômage est sans doute à l'origine de la défaite des partis bourgeois. Il a progressé de 50 % en un an et touche officiellement 166 000 personnes (3,9 % de la population). Mais les syndicats avancent le chiffre de 600 000, ce qui mettrait le pays dans le même peloton que la France et la Grande-Bretagne. L'influence de cette situation sur les résultats électoraux est clairement démontrée par le Norbotten, région où les sans-emploi constituent 8,5 % de la population et où le SAP a raflé les deux tiers des suffrages, le 19 septembre.

Mais l'électorat populaire a surtout voulu manifester son rejet du programme des partis réactionnaires. Le Premier ministre centriste Thorbjørn Faellin préconisait une réduction des dépenses publiques de 12 milliards de couronnes. Encore plus radicaux, les « modérés » promettaient le non-remboursement des trois premiers jours de congé maladie, la diminution des dépenses de l'Etat et des communes, la réduction des subventions étatiques à l'industrie, l'abaissement de 50 % des impôts marginaux, etc. Adoptant un ton plus ou moins « reaganien », toutes ces forces n'avaient à proposer aux travailleurs que des sacrifices et une liquidation de leurs plus importantes conquêtes sociales.

Un programme sans éclat

Aussi le vote en faveur des sociaux-démocrates a-t-il surtout représenté un moyen de battre les tenants de l'austérité. Car, à lui seul, le programme du SAP avait bien peu d'éclat. Afin de s'assurer l'appui de la puissante Confédération générale du travail (LO), il était centré sur la nécessité d'une relance des investissements, en priorité dans les transports, l'énergie et la construction afin de créer, à terme, de 30 à 40 000 emplois. De même, il reprenait une proposition, déjà négociée avec la bureaucratie syndicale en 1975 et consistant à fonder des fonds régionaux, alimentés par un prélèvement sur les super-bénéfices des industriels et sur la masse salariale. Les ressources dégagées de cette façon devant faciliter le financement de nouveaux investissements.

La crainte de voir leurs profits touchés a déclenché une campagne

hystérique du patronat et du monde des affaires qui n'hésitèrent pas à parler — en dépit de la paix sociale que leur ont assurée trente années de gestion social-démocrate — de « collectivisme » et de « la plus grande aventure socialiste dans l'histoire suédoise ». Beaucoup de tapage qui aura eu surtout pour intérêt de conduire à l'abandon progressif de ce thème dans la campagne du SAP. La bourgeoisie avait, pour le reste, de quoi être rassurée par les propositions d'Olof Palme. Le futur chef du gouvernement s'engageait essentiellement à encourager l'épargne et à défendre la liberté des prix ainsi que la libéralisation du marché des capitaux.

On le voit, le SAP ne reprit même pas à son compte les thèmes classiques et keynésiens de la social-démocratie : plein emploi, relance de l'économie par une augmentation de la consommation populaire... Les résultats définitifs du scrutin étaient à peine connus que déjà Palme manifestait son intention de gérer purement et simplement la crise en indiquant qu'il « espérait une large coopération avec les forces bourgeoises pour résoudre avec elles les problèmes économiques », et qu'il souhaitait « mettre fin à la confrontation de deux blocs politiques qui a caractérisé les six ans de régime bourgeois ». « Il est évident, ajoutait-il, que nous devons, malgré notre succès de ce soir, prendre en compte les souhaits des électeurs qui ont voté pour la droite. »

Dans le contexte économique actuel et avec une telle orientation, le nouveau pouvoir s'engagera nécessairement dans la voie de ses prédécesseurs et cherchera à imposer une « modération » salariale. Déjà, cette année, les dirigeants syndicaux avaient accepté une croissance de 6 % des rémunérations, alors pourtant que l'inflation dépassera probablement 7 %.

Le Parti socialiste (section de la IV^e Internationale) présentait environ 200 candidatures. Du fait d'un système électoral injuste pour les petites formations et qui a failli éliminer le Parti communiste, il ne pouvait s'attendre à des scores importants. Tout vote en sa faveur était donc un acte de confiance politique. Il est dès lors particulièrement significatif qu'en plusieurs endroits nos camarades aient doublé leurs suffrages par rapport à la précédente consultation et que leur activité dynamique ait drainé vers eux un fort courant de sympathie.

Christian Picquet

ISRAËL : L'ENVERS DE LA « DEMOCRATIE »



La police israélienne en action contre les Arabes de Galilée.

LES terribles massacres de Sabra et Chatila ont frappé de plein fouet la bonne conscience pro-israélienne de la gauche réformiste française. Pourtant, comme s'ils avaient hâte de minimiser les responsabilités du gouvernement israélien dans cette entreprise criminelle, dirigeants politiques et journalistes s'empressent de détourner les feux de l'information des charniers palestiniens pour les braquer sur la Knesset et s'extasier devant la vitalité de la « démocratie israélienne ».

Jospin et Jean Daniel en écrasent une larme d'émotion : les généraux sionistes ont peut-être armé et couvert les assassins, mais il y a peu de pays où la question serait débattue dans un Parlement devant les caméras de télévision... !

Ces gens-là ont la consolation facile et la sensibilité démocratique à sens unique.

L'envers de la démocratie israélienne

Il est vrai que les institutions israéliennes sont celles d'une démocratie parlementaire et qu'y existe un pluralisme des partis politiques et de la presse.

Mais cette démocratie est d'abord une démocratie pour les juifs dans le cadre d'un Etat confessionnel, fondé sur l'écrasement de la population arabe.

D'après la propre déclaration d'indépendance du nouvel Etat d'Israël, en 1947, il n'est pas défini comme l'Etat de tous les Israéliens, mais comme « l'Etat juif dans le pays d'Israël ». Il est censé représenter « le peuple juif du pays d'Israël et le mouvement sioniste mondial » et il est « ouvert à l'immigration des juifs de tous les pays » (1).

Les deux lois fondamentales de l'Etat, la « loi du retour » en 1950 et la « loi sur la nationalité » en 1952 confirment le caractère uniraçial de l'Etat et codifient la discrimination entre habitants juifs et arabes.

Il n'y a, en conséquence, pas de séparation entre la Synagogue et l'Etat. On se marie ou on se sépare selon les normes de la Tora (Pentateuque). La bénédiction des unions matrimoniales par les rabbins est obligatoire. Des époux athées doivent divorcer selon les modalités anachroniques de la répudiation. Le mariage civil n'existant pas, le régime confessionnel du statut person-

nel fait obstacle aux mariages mixtes et ainsi à la fusion des communautés ethniques. Pour éviter de heurter de front les partis cléricaux qui exigent que la Tora devienne la loi fondamentale de l'Etat, on a renoncé à pourvoir le pays d'une Constitution laïque.

Un juge à la Cour suprême, Haïm Cohen, s'est écrié naguère devant l'aberration de ces manifestations obscurantistes : « L'amère ironie du sort a voulu que les mêmes thèses biologiques et racistes propagées par les nazis et qui ont inspiré les infâmes lois de Nuremberg, servent de base à la définition de la judaïcité au sein de l'Etat d'Israël » (cité par Eric Rouleau, *le Monde* du 10/3/66).

Mais tout cela ne gêne pas les champions de la démocratie occidentale que sont Jospin et Jean Daniel.

Pourtant, ces fondements de l'Etat d'Israël ont une traduction pratique qui ne date ni d'aujourd'hui ni d'hier. A Sabra et Chatila, Begin et Sharon ont trouvé des hommes de paille pour se salir les mains. Jadis, ils n'ont pas rechigné à prendre part directement à ces assassinats de masse, le premier à Deir Yassine, le second à Kafr Kassem. Le massacre, en quelque sorte, vient de loin.

Le non-droit des Palestiniens

Il est inscrit dans l'engrenage de l'expulsion massive de 800 000 Palestiniens en 1948, qui fait partie intégrante de l'acte de naissance de cette « démocratie » chère à Jospin et Jean Daniel. Par la suite, l'expulsion pure et simple a été relayée par une répression permanente assise sur un arsenal juridique qui perpétue les « lois d'urgence » promulguées en 1945 par la législation coloniale britannique pour lutter... contre le terrorisme juif ! En 1958, 147 ordonnances prises en exécution de ces lois d'urgence étaient toujours en vigueur, désormais contre la population palestinienne.

Ces lois accordent des pouvoirs spéciaux à l'armée, mettent en place des juridictions d'exception, permettent la restriction du droit de circulation des personnes. La loi 110 prévoit la possibilité d'exiler et d'assigner à résidence un citoyen. La loi 112 autorise à déporter ou expulser

hors des frontières de l'Etat et la loi 119 à confisquer les terres.

Ce dispositif répressif a été aménagé mais prolongé au fil des ans. Ainsi en juin 1980, Begin a proposé à la Knesset une législation permettant l'expulsion des universités israéliennes de tout étudiant qui manifesterait son soutien à l'OLP. Trois semaines plus tard, le cabinet israélien a adopté à l'unanimité une nouvelle loi considérant toute manifestation de solidarité avec l'OLP comme un crime passible de trois ans de prison. En vertu de cette même loi, le chant de chansons nationalistes ou l'utilisation du drapeau palestinien sont aussi considérés comme délits.

De telles dispositions ouvrent grande la voie à l'arbitraire militaire, administratif et policier.

Dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza, l'Etat israélien déploie toute la brutalité de l'occupant. La répression s'est accrue ces dernières années, avec le dynamitage fréquent des maisons palestiniennes, l'expulsion des maires régulièrement élus, le saccage des récoltes des paysans arabes par les colons fanatiques du Goush Emounin ou la « patrouille verte » du général Sharon, à l'époque où il était encore ministre de l'Agriculture...

Mais Lionel Jospin et Jean Daniel n'ont yeux que pour la vigueur des joutes parlementaires. Les fondations quotidiennes de cette « démocratie » sélective les intéressent peu.

La discrimination sociale

Dans ce cas, on voit encore moins comment ils pourraient être sensibles à la discrimination sociale inscrite aussi dans la structure de l'Etat d'Israël.

Au cours des années 1970, avec le développement d'un prolétariat arabe en Israël et l'apport d'un prolétariat venant des territoires occupés, un double système de salaire tend à se mettre en place. La main-d'œuvre arabe s'est concentrée dans l'agriculture, le bâtiment, les emplois non qualifiés des services, souvent dans des petites unités de production. Un ouvrier salarié juif gagne en moyenne 40 % de plus qu'un salarié arabe et au sein de la même branche 20 à 25 % de plus (2).

Il faudrait encore ajouter que cette « démocratie » hiérarchique, si elle est d'abord bâtie sur l'exclusion des Palestiniens, suppose aussi d'énor-

mes inégalités entre juifs israéliens. Les juifs orientaux (séfarades) représentent environ les deux tiers de la population juive. Mais les Orientaux nés en Israël ont deux fois plus de « chances » d'être ouvriers que les Occidentaux (ashkenazes). Le revenu des fermiers nés dans le pays et des Occidentaux sont respectivement supérieurs de 95 % et de 59 % à ceux des fermiers orientaux. Le pourcentage des Orientaux parvenant à l'université n'est que de 10 % alors qu'ils constituent près de 65 % de la population. Ils ne représentent que 3 % des « élites » intellectuelles et politiques du pays. De 1948 à 1977, le revenu brut d'une famille orientale est de 33 % inférieur à celui d'une famille occidentale (3).

Il faudrait enfin ajouter aux caractéristiques de cette démocratie très particulière le poids du complexe militaro-industriel.

Le budget de la défense représente un tiers du budget national. Si on y ajoute le budget des colonies ainsi que les budgets militaires dissimulés sous d'autres rubriques, on approche des deux tiers du budget. Les importations militaires atteignent déjà 1,5 milliard de dollars en 1980. Israël est le septième exportateur d'armes et l'un des fournisseurs privilégiés des dictatures d'Amérique centrale ou de l'Afrique du Sud. 25 % de la population juive mâle ayant entre 18 et 55 ans travaillent directement ou indirectement à des tâches liées à l'armée et à la sécurité, et 34 % du prolétariat industriel travaille pour l'industrie de guerre !

Les limites du consensus national

Il fallait insister sur ces dessous de la « démocratie israélienne ». Les dirigeants israéliens ne manquent en effet jamais une occasion de souligner l'originalité démocratique de leur pays et de faire remarquer que les Arabes en Israël peuvent écrire dans leurs journaux ce qu'ils ne pourraient pas écrire à Bagdad, au Caire et à Damas.

Cette image fait partie de la fonction même de l'Etat d'Israël pour l'impérialisme. Le père du sionisme, Hertzl, voyait le futur Etat des juifs comme « une barrière de l'Occident contre l'Asie, de la civilisation contre la barbarie ». Israël est à la fois un poste militaire avancé et une vitrine « démocratique » de l'impérialisme. Il peut d'autant mieux défendre militairement ses intérêts dans la région, qu'il parvient à donner l'image non d'une dictature à la Somoza ou à la Pinochet, mais d'une « démocratie ».

Une fois les prétentions démocratiques d'Israël remises à une plus juste place, dans le cadre d'un Etat qui demeure avant tout un Etat colonial contre les Palestiniens, il n'en demeure pas moins nécessaire de revenir sur ce qui lui permet, en temps de guerre, une liberté d'infor-

mation et d'expression, y compris pour les soldats, peu banale.

Cette capacité de tolérance (au sein de la communauté juive essentiellement) est liée à l'originalité même de l'entreprise sioniste. Elle tient à ce que l'Etat d'Israël n'est pas le simple détachement colonial d'une métropole, mais repose lui-même sur le consensus et la collaboration entre les classes d'une communauté nationale à part entière. Ce qui a permis jusqu'à présent, dans les limites déjà soulignées, un fonctionnement « démocratique », c'est l'accord du prolétariat et de la bourgeoisie juive, dans leur écrasante majorité, sur le projet sioniste et l'expulsion des Palestiniens de leurs terres comme de l'activité productive.

Cet accord n'est pas purement idéologique. Il suppose aussi des contreparties matérielles que seule l'énormité de la subvention impérialiste (qui fait d'Israël l'un des Etats les plus endettés par habitant) permet d'assurer, sans empêcher cependant l'approfondissement de la crise économique. Mais il implique aussi un fonctionnement libéral de la société juive, aussi longtemps qu'elle peut considérer comme marginales les brebis galeuses refusant d'avaliser le sionisme. En revanche, le jour où l'Etat d'Israël serait obligé de recourir à la répression de masse contre des juifs, c'en serait fini du mythe sioniste comme expression de l'unité nationale au-dessus de conflits de classes.

Or, le consensus originel est sapé chaque jour par la crise économique, par la guerre, et par la crise morale. Au fur et à mesure que s'expriment les différences et les conflits sociaux, l'Etat d'Israël sera amené à révéler sa fonction répressive, y compris contre les travailleurs juifs. On peut craindre que les mesures « d'interdiction professionnelle » qui ont frappé quatre de nos camarades pendant l'expédition au Liban n'en soient qu'un signe avant-coureur.

Le véritable défi démocratique pour Israël, c'est l'abolition de la législation coloniale discriminatoire, la déconfessionnalisation, le droit de retour pour tous les Palestiniens expulsés depuis la fondation de l'Etat et pour leurs familles, la reconnaissance de l'OLP et des droits nationaux palestiniens. Il est contradictoire avec le projet sioniste.

Daniel Bensaïd

(1) Voir à ce sujet N. Weinstock : « Le Sionisme contre Israël » (Maspero), en particulier le chapitre sur la signification profonde de la nature sioniste de l'Etat israélien, pp. 310-327.

(2) On trouve des données très détaillées à ce sujet dans l'article de Farajoun : « Les travailleurs palestiniens dans l'économie israélienne » (Quatrième Internationale n°2, octobre 1980).

(3) Quantité d'éléments à ce sujet se trouvent rassemblés dans le n° spécial des « Temps modernes », « Le second Israël », 1979.



ISRAËL

EN GREVE ET DANS LA RUE PAR CENTAINES DE MILLIERS

• Interview d'un militant de la LCR (section israélienne de la Quatrième Internationale)

Begin a finalement dû céder : il y aura une commission d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila. Il l'a fait, à l'évidence, pour tenter de désamorcer la crise. La première conséquence de cette décision est de permettre à son parti, le Likoud, d'annuler la manifestation de soutien à la politique gouvernementale à laquelle il appelait pour samedi prochain. Tout indiquait que dans ce genre de surenchère avec l'opposition, les actuels dirigeants israéliens perdaient. Pour leur part les travaillistes, après l'énorme manifestation de samedi dernier, ont immédiate-

• Peux-tu analyser brièvement les effets en Israël de la révélation des massacres de Palestiniens ?

— Les informations sur les massacres de Sabra et Chatila ont eu un impact considérable sur la société israélienne dans son ensemble. Pour de larges couches de la population, c'est la stupeur, la révolte. A des degrés divers, une majorité est convaincue de la responsabilité de Begin et de Sharon. Elle réclame, comme Itzhak Navon, le président de l'Etat, une véritable commission d'enquête.

Beaucoup aujourd'hui se remémorent les massacres antérieurs de Palestiniens et se posent ouvertement la question de la responsabilité israélienne dans ces atrocités passées. Pour la première fois, on assiste à une prise de conscience de masse que les choses ne peuvent plus continuer ainsi, qu'elles doivent changer. C'est évidemment une prise de conscience confuse, différenciée. Mais ses manifestations sont visibles dans à peu près tous les secteurs de la société. D'où le véritable séisme politique auquel on assiste ces derniers jours...

• Depuis une semaine, mani-

festations et grèves se sont succédées...
ment saisi l'occasion pour « faire preuve de modération ». Une modération qui, à nouveau, frise la complicité : ils attendront les conclusions de la commission et, d'ici là, renoncent à réclamer la démission de Sharon et Begin.

Par son ampleur — qu'illustre l'interview ci-dessous, recueillie avant la reculade du gouvernement — la crise ouverte au sein de l'Etat sioniste exige pourtant des solutions beaucoup plus radicales. Les manœuvres de Begin peuvent lui faire gagner du temps. Guère plus.

festations et grèves se sont succédées...

— Mercredi dernier, le 22 septembre, culminaient trois journées de grève générale dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Grève dont on peut dire qu'elle a été suivie à 100 % malgré les menaces et les traditionnelles mesures d'intimidation de l'armée d'occupation (quadrillage, arrestations préventives, ouverture de force de magasins). Ce jour-là, la totalité des travailleurs arabes vivant en Israël avaient également cessé le travail. Les grévistes et la population arabe ont manifesté dans de très nombreuses localités : Ain Beit Elma, Kalandia, El Bireh, Am'Mari, Hebron, Ramallah, Gaza, Nazareth, Naplouse, Jérusalem ou encore des faubourgs de Tel-Aviv. Très souvent, derrière des drapeaux palestiniens et des portraits de Yasser Arafat. Cela, et à une telle échelle, est nouveau concernant la population arabe d'Israël. Faut-il préciser que l'Etat sioniste, aux apparences si « démocratiques », interdit de telles actions, passibles de plusieurs années de prison... En plusieurs endroits, des affrontements très violents ont eu lieu avec la police. A Nazareth, par exemple, il y a eu neuf blessés. Et alors que le député communiste Tawfik Zayed participait aux débats



de la Knesset, sa maison était totalement saccagée par les « forces de l'ordre » !

Avant cela, les horreurs de Sabra et Chatila à peine connues, le Comité contre la guerre au Liban, au sein duquel sont actifs les militants communistes et de l'extrême gauche, avait organisé des manifestations dans plusieurs villes. Manifestations quotidiennes regroupant de quelques dizaines à plusieurs centaines de personnes et qui, très souvent, ont été attaquées avec une grande brutalité par la police. A Jérusalem et à Tel-Aviv, il y a eu des blessés. Et dans cette dernière ville une cinquantaine de manifestants ont été arrêtés.

• Quels étaient les mots d'ordre avancés lors de ces manifestations du Comité contre la guerre au Liban ?

— Essentiellement, « Retrait des troupes israéliennes du Liban », « Solidarité avec les combattants palestiniens » et « Autodétermination pour le peuple palestinien », parmi d'autres exigeant en particulier la démission de Begin et Sharon. Ces mots d'ordre contrastent avec ceux du rassemblement-manifestation du samedi 25 septembre à Tel-Aviv.

• Quelle est ton appréciation de ce rassemblement ?

— Il a regroupé une foule énorme évaluée à trois cent mille personnes. Plus de 10 % de la population israélienne était là, ce qui est considérable. Les travaillistes et le mouvement « Peace now » étaient les organisateurs. Les mots d'ordre centraux réclamaient la démission du gouvernement Begin, la création d'une commission d'enquête sur les massacres, le retrait des troupes israéliennes de Beyrouth et l'ouverture de négociations. Ils n'appelaient pas au retrait immédiat des forces israéliennes de tout le Liban et le thème de la solidarité avec le combat du peuple palestinien était absent. C'est une manifestation qui, dans l'esprit de ses organisateurs sionistes, devait mettre en accusation le gouvernement Begin comme seul responsable pour « sauver le nom d'Israël et l'honneur de son armée qui est l'armée du peuple », comme

l'a dit l'un des orateurs. Le Comité contre la guerre au Liban a bien évidemment appelé à y participer. Mais les organisateurs travaillistes avaient fermement annoncé qu'ils ne collaboreraient en rien avec les responsables du comité et qu'ils étaient hostiles à ce que celui-ci participe en tant que tel au rassemblement et avec ses propres mots d'ordre. Le comité a passé outre et une dizaine de milliers de personnes environ, des juifs et des Arabes, se sont regroupées derrière ses banderoles qui, elles, manifestaient la solidarité et l'identification avec le combat du peuple palestinien, exigeaient le retrait immédiat des troupes israéliennes de tout le Liban et l'ouverture immédiate de négociations avec l'OLP. Cela dit, le fait qu'autant de gens — qui ne l'avaient jamais fait jusqu'alors — soient descendus dans la rue le 25 septembre est en soi un événement considérable et marque à l'évidence un tournant dans la situation intérieure du pays.

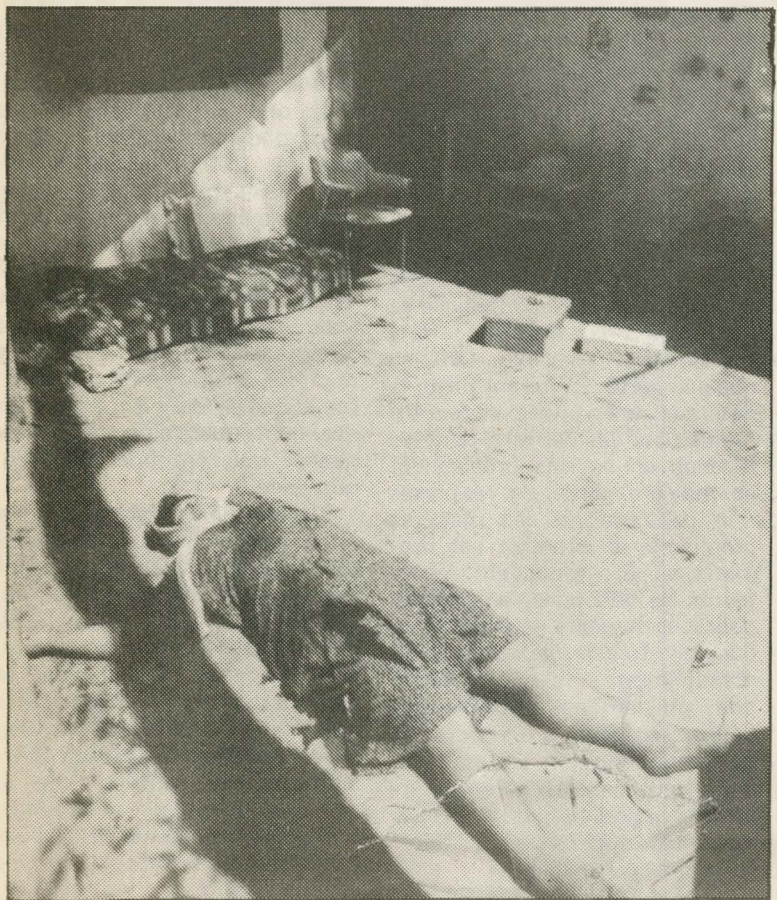
• Des soldats ou des officiers ont-ils participé en nombre à ce rassemblement ?

— Cela est impossible à évaluer numériquement, dans la mesure où ils l'ont fait en civil. Mais tout indique que oui, il y en avait un bon nombre. Plusieurs officiers de haut rang qui se trouvaient il y a quelques semaines aux portes de Beyrouth ont été reconnus. C'est une preuve supplémentaire des dissensions au sein de l'appareil militaire. Sharon lui-même vient de révéler qu'une brigade entière n'a pu être engagée au Liban à cause de l'opposition d'un trop grand nombre de ses soldats et officiers aux objectifs de la guerre. Quant à la démission d'un militaire aussi prestigieux que Amram Mitzna, le commandant de l'Ecole des hautes études militaires, elle est particulièrement révélatrice de l'état d'esprit de nombreux membres de la haute hiérarchie militaire qui n'accordent plus aucune crédibilité au gouvernement Begin et à son ministre de la Défense.

• Quel objectif poursuivent les dirigeants travaillistes au-delà de la manifestation du 25 septembre et, plus généralement, comment peut évoluer à court terme la situation ?

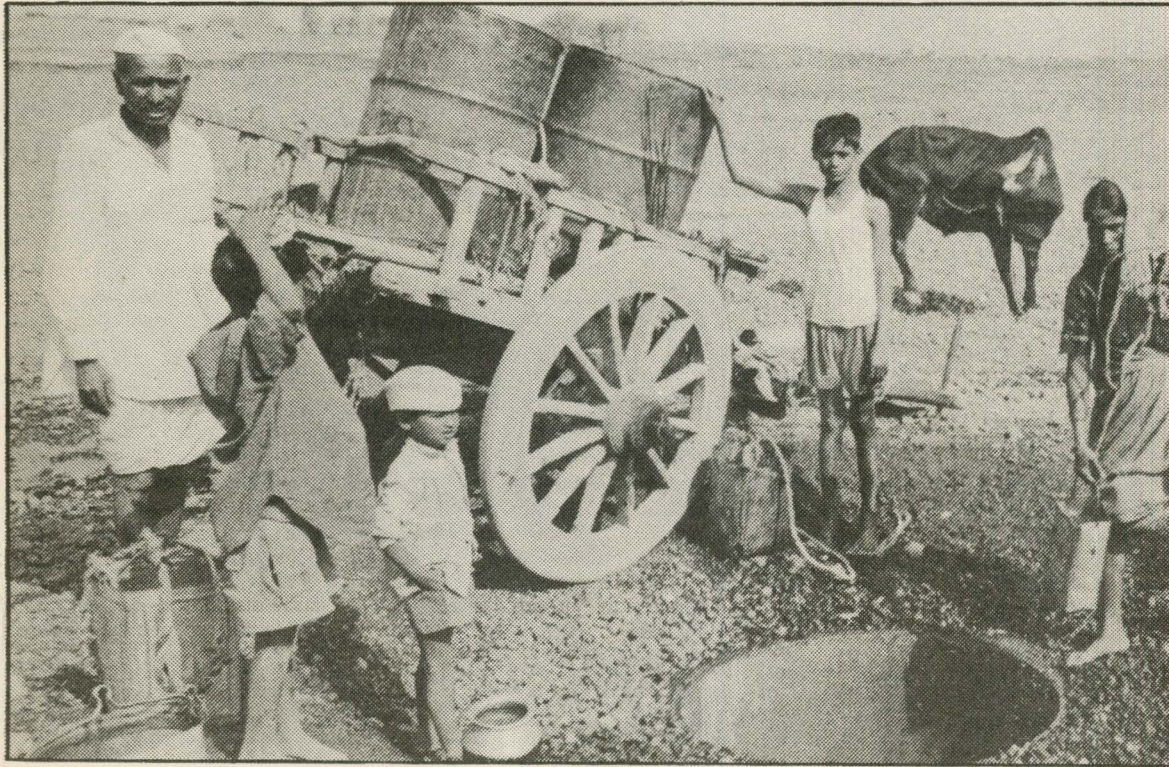
— En l'espace de deux ou trois semaines, il y a eu un véritable renversement de situation. Début septembre, Begin apparaissait en position de force. A l'offensive. De la tribune de la Knesset, il n'hésitait pas à lancer un défi électoral à ses opposants : il annonçait des élections anticipées pour l'an prochain, élections qui devaient signifier également le rejet du plan Reagan pour le Moyen-Orient. Aujourd'hui, après la réaction aux massacres de Sabra et Chatila, il est acculé à la défensive, contesté à l'intérieur même de sa coalition gouvernementale par les partis religieux et même quelques secteurs du Likoud. Les travaillistes, pour leur part, sont en position offensive. Ils veulent la chute de Begin et de Sharon et, de leur point de vue, c'était là l'objectif central — même si pas immédiat — de la manifestation monstrueuse de Tel-Aviv. Ils semblent convaincus que ce n'est plus qu'une question de temps. La politique de Begin est en train d'échouer sur tous les plans : la démission de l'administrateur « civil » de Cisjordanie, Menahem Wilson, signifie la défection d'un des plus actifs architectes de la politique d'annexion. Les Egyptiens, qui viennent de rappeler leur ambassadeur, ne peuvent désormais poursuivre les conversations entamées depuis Camp David. Gemayel prend chaque fois plus ses distances et les Etats-Unis ne peuvent continuer à accepter la logique folle d'une politique dont la non-viabilité est démontrée chaque jour un peu plus. Au contraire, les travaillistes sont convaincus d'avoir le vent en poupe. Nationalement, ils veulent profiter de la situation pour renforcer rapidement leur organisation passablement anémiée. Ils comptent beaucoup sur la convergence entre leurs positions et celles de Washington telles qu'elles sont exposées dans le « plan Reagan ». Donc sur le soutien de l'allié américain et aussi des gouvernements européens. En premier lieu, d'ailleurs, celui du gouvernement français. Ils se présentent donc comme les seuls capables de « maintenir l'honneur » d'Israël, de lui éviter un isolement international massivement redouté ici. En d'autres termes, les seuls capables de rétablir le consensus intérieur et l'étroite relation avec l'impérialisme nécessaires à la poursuite du projet sioniste.

Interview recueillie par Jean-Pierre Beauvais



Tiers monde et crise du système monétaire international

• Pour les banquiers impérialistes l'endettement du tiers monde serait une cause de la crise actuelle. Il en est au contraire la conséquence dramatique pour une moitié de l'humanité



Le 6 septembre dernier s'ouvrait à Toronto l'assemblée générale de ces deux institutions essentielles du système monétaire international que sont le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale. Les débats des 150 ministres des Finances ou gouverneurs des banques centrales et des quelque 4 000 banquiers rassemblés pour la circonstance dans la métropole économique canadienne ont été dominés par la crise économique, les menaces d'effondrement du système monétaire international. « Sans tomber dans la hantise, nous devons avoir en mémoire le souvenir des années 30 », a déclaré Jacques Delors tandis que son collègue de la République fédérale allemande affirmait : « Dans le monde entier, on détecte les signes d'une perte de confiance croissante en l'efficacité de notre système économique et financier. » Avec eux, une majorité d'orateurs n'ont pas hésité à évoquer la perspective d'un « krach » financier... Constatation, aveux d'impuissance et climat de faillite, telle fut, au dire de nombreux participants, la tonalité de la réunion.

A l'origine, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale devaient être avant tout, dans le cadre d'une suprématie institutionnalisée du Dollar, des instruments de gestion des grandes monnaies, celles des pays impérialistes. Mais, depuis l'abandon d'un cours fixe pour le Dollar en 1973 et la généralisation des taux de change dits « flottants », le FMI a de moins en moins joué ce rôle. Il est devenu avant tout, avec la Banque mondiale, une institution de prêt au pays du tiers monde, aux pays « sous-développés ».

Prêteurs mais pas philanthropes

Pourquoi cette réorientation ? Pourquoi a-t-on assisté depuis

les années 1973-1974 à une expansion considérable des crédits internationaux et, dans ce cadre, à une augmentation rapide et massive des prêts canalisés par le FMI et la Banque mondiale en direction du tiers monde ? Si ces deux instruments financiers essentiels du système impérialiste sont devenus avant tout des « prêteurs » aux pays semi-coloniaux ce n'est évidemment pas par préoccupation humaniste et encore moins par esprit philanthropique ! C'est parce que cela correspondait aux nécessités, à la logique de ce système.

1973-1974. C'est à la fois le moment où a lieu la première hausse massive des prix du pétrole et aussi celui du début de la récession économique internationale. La hausse des prix du pétrole s'est traduite par la multiplication de ce que l'on a appelé les pétrodollars, c'est-à-dire l'excédent de monnaie américaine qu'ont eu en main tous les pays producteurs d'or noir. De l'Arabie Saoudite au Venezuela, du Koweït à l'Iran du shah, qu'ont-ils fait de cette énorme masse monétaire ? Ils l'ont, pour l'essentiel, déposée dans les banques américaines, soit aux Etats-Unis, soit dans leurs filiales européennes, notamment à Londres. Il était impératif pour les banquiers de faire « travailler » cet argent. Donc, de le prêter avec un taux d'intérêt plus élevé que celui servi aux déposants. Les Etats du tiers monde, pour peu que le pays concerné ne soit pas totalement dépourvu de « ressources naturelles » et puisse présenter quelque possibilité d'« expansion », étaient des clients tout trouvés. Ils l'étaient d'autant plus en raison même de la nouvelle conjoncture internationale. Deux exemples parmi d'autres :

— La récession, à son début, n'a pas freiné, mais au contraire accéléré le processus d'implantation par les multinationales d'unités de production là où la main-d'œuvre est le meilleur marché. Installer des ateliers d'assembla-

ge pour surexploiter des travailleurs qui coûtent cinq à dix fois moins que dans les pays capitalistes développés et redevenir ainsi compétitif ne se fait pas à n'importe quelle condition. La multinationale exige de l'Etat semi-colonial concerné qu'il finance des infrastructures considérables — et souvent inutiles pour un véritable développement du pays. Elle exige aussi, bien qu'assurée de profits juteux, aides et subventions diverses. Et pour cela, cet Etat doit emprunter massivement et à un taux d'intérêts élevé aux institutions financières impérialistes...

— L'augmentation du prix du pétrole affecte tout particulièrement les pays du tiers monde qui sont dépourvus de sources d'énergie. Souvent, les revenus des exportations ne permettent plus de régler la facture pétrolière. Il faut alors emprunter pour la payer. Les organismes financiers de l'impérialisme sont encore là pour, moyennant substantielle commission, replacer les pétrodollars déposés par les producteurs...

Dès lors, on comprend mieux quelques-unes des causes et les mécanismes qui ont conduit depuis 1974 les pays semi-coloniaux à un endettement rapide et massif. **C'est la nécessité de prêter dans laquelle se sont trouvées les institutions financières impérialistes submergées par l'afflux de pétrodollars, combinée à la volonté d'atténuer ou de différer les effets de la crise au niveau des métropoles et des centres impérialistes.**

Exporter la crise

Or, ces trois derniers années, la situation s'est encore — et rapidement — détériorée. La crise économique se prolonge et s'aggrave, marquée par une nouvelle récession plus importante et plus durable que la précédente. Elle entraîne la hausse spectaculaire

des taux d'intérêts, la baisse de la consommation de pétrole et la chute des prix des matières premières. Pour le tiers monde, également affecté par le ralentissement généralisé de l'activité économique, c'est la catastrophe. Avec son cortège de conséquences sociales qui se résument pour près d'un milliard d'hommes à deux mots : la sous-alimentation, la faim.

Chute des prix des matières premières industrielles et des grands produits agricoles ? Il faudrait en fait parler d'effondrement. Les cours du sucre sur le marché londonien, après avoir chuté de près de 70 % entre octobre 1980 et décembre 1981, ont encore baissé, depuis janvier 1982, de 43 %. Au total, la chute est de l'ordre de 85 % en deux ans ! Alors que la consommation stagne, la CEE a mis en vente de grandes quantités de sucre de betterave et les Etats-Unis, qui sont à la fois producteur et premier acheteur mondial, ont, pour protéger leurs producteurs, imposé des restrictions à leurs importations. Les cours du cacao, sans s'être effondrés dans les mêmes proportions, sont actuellement à leur niveau le plus bas depuis plus d'un an. Alors que la consommation baisse, plusieurs pays producteurs ont tenté de mettre sur pied un accord international pour stabiliser les cours. Ce fut un échec dans la mesure où les Etats-Unis, premier pays importateur, ont refusé d'y adhérer...

Les cours du cuivre sur la place de Londres avaient, cet été, chuté de 20 % depuis le début de l'année. Ils sont actuellement au plus bas depuis cinquante ans en valeur réelle. Les prix de vente sont insuffisants pour justifier le maintien en exploitation de nombreuses mines qui sont ainsi fermées. C'est le cas de celle d'El Teniente au Chili. Chute de 25 % en cinq mois du cours de l'étain, de 33 % en dix-huit mois de celui de l'aluminium... Inutile d'allonger démesurément la liste. A de très rares exceptions près, les cours des matières premières ont connu la même évolution. C'est là la forme la plus classique pour les puissances impérialistes d'atténuer chez elles les effets de la crise. En l'exportant en quelque sorte. En faisant payer la note aux plus pauvres. Autant dire que pour ces derniers, dont les revenus en devises proviennent en majeure partie de l'exportation de l'une de ces matières premières, la situation est dramatique. Et, lorsqu'en même temps les débouchés se ferment pour leur modeste production industrielle tandis que les produits manufacturés qu'ils importent des puissances impérialistes connaissent, eux, une augmentation permanente et souvent très importante (plus 15 % en un an) encore aggravée par la hausse du Dollar, la situation est littéralement insoutenable.

Alors que la conférence des Nations unies pour le développe-

ment estimait nécessaire une croissance annuelle de 6 % du produit intérieur brut des pays sous-développés pour — compte tenu en particulier de leur croissance démographique — stopper la croissance du chômage et l'extension de la misère, celle-ci est passée de 3 % en 1980 à 0,6 % en 1981. Elle sera, selon toute probabilité, négative en 1982.

Une nouvelle dégradation est inévitable

Or, ne serait-ce que pour se maintenir à ce niveau de croissance nulle, les pays semi-coloniaux doivent continuer à s'endetter massivement, bien que nombre d'entre eux soient déjà dans l'impossibilité de rembourser les intérêts et le capital de leurs dettes antérieures et alors que les taux d'intérêts ne cessent de s'élever.

C'est là une spirale infernale qui conduit la liste des pays pratiquement insolubles à s'allonger de jour en jour. En Amérique latine par exemple, à deux ou trois exceptions près, pratiquement tous les pays sont en faillite plus ou moins ouverte. Ils ont recours à des expédients chaque fois plus aléatoires pour ne pas être officiellement en état de cessation de paiement. Et lorsqu'un pays, pourtant grand producteur de pétrole, comme le Mexique se trouve brutalement placé dans cette situation, on comprend que le pessimisme et même des frissons de panique s'emparent des créanciers impérialistes et de leurs institutions internationales.

Comment sera-t-il possible d'empêcher, dans un avenir plus ou moins rapproché, un effondrement du système monétaire et bancaire international se sont demandés à l'unisson les usuriers de la planète réunis à Toronto. La question est certes d'actualité, alors que la dette globale des pays pauvres avoisine désormais les 1 000 milliards de dollars. Dette qu'ils sont de moins en moins en mesure de rembourser alors qu'ils doivent de plus en plus emprunter pour ne pas connaître l'effondrement immédiat. Mais cette situation n'est pas, comme ils voudraient nous le faire croire, à l'origine de la crise internationale. Elle n'en est qu'une des conséquences ; une conséquence qui contribue à son aggravation.

Jamais dans l'histoire du système économique international de l'impérialisme la situation du tiers monde, des pays semi-coloniaux et dominés, n'a été aussi critique. Dans le contexte actuel, cette situation ne peut que se dégrader encore ; la misère d'une majorité de l'humanité ne peut que s'accroître ; le fossé entre les niveaux de vie des riches et des pauvres ne peut que grandir. Jamais la nécessité d'une transformation radicale n'a été aussi évidente.

Jean-Pierre Beauvais



• La truite de Joseph Losey

A une société dominée par les multinationales et le capital financier correspond de nouvelles figures de la sexualité.

L'enchevêtrement des motivations, des désirs, des relations d'un petit groupe de personnages, la description d'un monde à l'équilibre précaire qu'à tout moment des êtres égoïstes et mesquins peuvent faire basculer, brosse un tableau des conséquences sur la morale humaine et en particulier dans le domaine des

comportements sexuels, de la sauvagerie du monde capitaliste moderne.

C'est dans ce vivier qu'évolue Frédérique — la truite —, une gamine du Jura qui devient membre du Jet-Set international, interprétée par Isabelle Huppert ; le rôle lui va comme un gant.

Losey, cinéaste de la couleur, nous fait voyager au gré d'une caméra d'une grande fluidité et au rythme de longs plans séquences du

bleu-gris froid et pollué de la France en hiver, au brun triste et indifférent de Paris, vers le Japon chaud et doux des tons pastels d'une estampe.

Losey s'était adjoint, pour composer son tableau, deux autres grands maîtres : Trauner pour la décoration et Alekan pour la photographie.

Un film formellement réussi.

P. Noram

reprises

MIL NEUF CENT CINQUANTE-HUIT, les *Chemins de la Haute Ville* ; Jack Clayton brosse le portrait d'un arriviste dont l'irrésistible ascension sociale, au sein d'une petite ville ouvrière du Yorkshire, broiera sa maîtresse plus âgée (oscar d'interprétation pour S. Signoret). Inspiré d'un excellent roman de John Braine, l'un des animateurs du groupe « Angry Young Men » (Jeunes Gens en colère), c'était malheureusement filmé de façon didactique et académique, même si certains ont cru pouvoir y déceler l'annonce du « free cinema » qui allait bouleverser le cinéma européen deux ans plus tard avec les films de Karel Reisz et Tony Richardson...

1960, le *Milliardaire* ; Cukor, le

cinéaste qui a su le mieux parier des femmes, rencontre Marilyn Monroe... Au lieu du champagne attendu, cette rencontre a un goût de mousses... Montand y est lamentable, et le seul moment méritant de passer à la postérité est dû à l'apparition de Marilyn, pull et collants noirs, chantant *My heart belongs to daddy*...

1978, fin de la guerre du Vietnam. Aux antipodes de la mauvaise conscience larmoyante comme du simplisme guerrier absolu, Cimino tourne *Voyage au bout de l'enfer*, et renoue avec la voie royale du cinéma américain de Raoul Walsh et (surtout) de King Vidor. Cinéma physique, tripal, total et « primitif », qui s'est heurté de front à la sainte alliance des casuistes et des « politiques ». A la lumière de son film suivant, *la Porte du paradis*, qui vit s'opérer un retournement spectaculaire des uns et des autres, cette reprise va peut-être permettre à certains de laisser tomber leur œillère pour reconnaître (enfin) la marque d'un grand cinéaste !

Michel Laszlo

• Elia Kazan outsider

On a vu, cette saison, plusieurs films qui s'apparentent non plus au roman ou à la pièce de théâtre, mais à l'essai, au mémoire intime. On se rappelle *Lettres de Somalie*, *Mourir à trente ans*... Voici un essai d'étude critique cinématographique filmée : Ciment et Annie Tresgot avaient déjà réussi, sur ce principe, un excellent *Billy Wilder*. Ils récidivent avec Kazan ; la place de ce cinéaste, dans la vie artistique et politique américaine, est immense (on se rappelle sa position au moment du macarthysme) et débordante les frontières (cf. ses dernières interventions en faveur de Güney emprisonné). Film qui passionnera tous ceux qui croient que le cinéma, ça a bien d'autres possibilités que le film commercial classique — ou son envers, le confidentiel film d'avant-garde.

P.-L. T

• Ils appellent ça un accident

de N. Delon

POUR son premier film, Nathalie Delon fait mouche, dans une entreprise pas si simple. Il s'agit d'un mélo bien traditionnel, comme en raffolait le cinéma français d'avant-guerre, avec enfant tué, mère vengeresse, fin catastrophique, et les puissants sont méchants comme dans *les Habits noirs*. On imagine les rôles redistribués, Vanel (quadragénaire). Blanchard, Pierre Richard

Willm, Pierre Renoir... Eh bien, le film est construit, mis en scène, joué avec tant de talent, que, bien que ce soit toujours au premier degré, ça fonctionne, ce n'est jamais ridicule et souvent émouvant. On pense à certains *Mocky (l'Albatros)* mais ici la mise en scène est meilleure. Coup de chapeau à la dame.

P.-L. T.

• Tir groupé de J.C. Missiaen

Un jeune gars un peu marjo a sa copine assassinée par des loubirds, veut la venger, enquête parallèlement à la police, tue finalement l'autre. Malgré le schéma « légitime défense », le film est un peu plus complexe : le loulou vengeur n'est pas montré comme un

héros, mais, à la limite, comme un mec aussi paumé que l'autre. Mais comment le public recevra-t-il ça ? Reste une vision plastique assez convaincante du Paris d'aujourd'hui, avec la caméra de P.W. Glenn.

P.-L. T.

• Coup de coeur de Coppola

NOUS fûmes peu nombreux à découvrir et défendre *les Gens de la pluie* ; depuis, la carrière mégalomane de Coppola, qui culmina avec le célèbre *Apocalypse now*, nous trouva toujours attentifs, souvent enthousiastes. J'avoue, pour la première fois, ma déception. Le dessein de Coppola est clair : faire un film musical de notre époque, qui intègre les éléments du genre, mais utilise des personnages plus quotidiens. Le héros et l'héroïne ne sont pas spécialement beaux, ne chantent pas (ou

mal), ne dansent guère ; ce sont les personnages secondaires qui se chargent de cela. L'histoire garde le caractère « à l'eau de rose » et les décors somptueux de la grande époque MGM. Parfois le courant passe, on est ému — je pense à la scène, justement, où Frédéric Forrest essaie de chanter pour reconquérir son amour ; le plus souvent, on se laisse distraire du suspense artificiel par le numéro très au point de Nastasia Kinsky.

P.-L. Thirard

• Blade runner

de Ridley Scott

PREMIERE adaptation cinématographique d'un roman de Philip K. Dick, *Blade Runner*, trois ans après *Alien*, confirme la maîtrise de Ridley Scott.

Sorte de polar galactique, *Blade Runner* est un hommage au film noir de la grande époque, avec la SF comme toile de fond (mais quelle toile de fond !) permettant de faire évoluer ses différents protagonistes dans le Los Angeles des années 2019 (une mégalopole cosmopolite qui tiendrait du New York de *Soleil vert*, de *Chinatown* et de *Métropolis*).

On peut, bien sûr, accumuler les références (cf. plus haut mais aussi les bandes dessinées de Moebius, et notamment l'une d'elles parue dans *Métal hurlant* sur scénario de Dan O'Bannon, *The Long To-morrow*...), force est pourtant de constater qu'à

l'instar de films comme *2001*, *Star War*, *THX 1138*, *les Aventuriers de l'arche perdue*, *Alien*, ou *Shining*, *Blade Runner* est avant tout affaire de plaisir ! Le plaisir pris à la vision d'une fantastique saga, déroulant ses ellipses au cœur d'un univers visuellement extraordinaire...

Une délectation que la multiplicité des talents réunis pour la réussite de ce film rend multiforme... Dialogues, effets spéciaux, décors, costumes, interprétation, conception visuelle, concourent en effet à faire de *Blade Runner*, le film le plus palpitant de l'année...

Michel Laszlo

A signaler un numéro spécial de *l'Ecran fantastique* (20 F), consacré à *Blade Runner* et comprenant (entre autres) le dernier entretien avec Philip K. Dick, avant sa mort.



• **Vendredi** 23 h 05 (A2), *les Amants crucifiés* de K. Mizoguchi (1954). Forme avec *les Contes de la lune vague*, tourné l'année précédente, un ensemble au cœur de l'œuvre du plus grand réalisateur japonais. Par la perfection de sa narration et la beauté de son style, ce film est devenu un classique du cinéma mondial.

• **Samedi** 20 h 35 (TF1), *Droit de réponse* sur « les médecines douces ».

• **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *Gatsby le magnifique* de J. Clayton avec R. Bedford et Mia Farrow. Adaptation formelle mais sans âme d'un excellent roman de F. Scott Fitzgerald... Possède les mêmes défauts que *les Chemins de la haute ville*, que Clayton tourna en 1958 et qui ressort dans les salles...

21 h 40 (FR3), *Fela* ; rencontre avec le plus grand musicien africain.

22 h 30 (FR3), *Incident de frontière*, petit thriller palpitant tourné en

1949 par Anthony Mann sur le problème des travailleurs migrants mexicains.

• **Lundi** 20 h 40 (TF1), *la Cinquième Victime*, de Fritz Lang avec D. Andrews et Ida Lupino... un chef-d'œuvre de la période américaine de Lang ; vous comprendrez mieux, après ce film, tout ce qui différencie la presse française de sa consœur anglo-saxonne...

• **Jedi** 20 h 35 (FR3), *Clair de femme* de Costa-Gavras. Un ratage complet, dans un registre plus fait pour Sautet que pour le réalisateur de *Z* ou de *Missing*... Seulement pour les inconditionnels de Montand et/ou Schneider.

...Et réservez vos vendredis soirs à partir de la semaine prochaine. A2 annonce un cycle Billy Wilder à son ciné-club (on en reparlera...)

Michel Laszlo

Un appel d'Alain Krivine

Il y a deux ans, la LCR s'engageait dans la bataille de l'élection présidentielle. Alors que la division faisait rage entre le PS et le PC, avec ses prolongements démobilisateurs dans le mouvement syndical et parmi les travailleurs, nombreux étaient les mauvais prophètes qui annonçaient Giscard réélu comme à la parade.

Nous n'avons pas accepté ce défaitisme démobilisateur. Nous nous sommes lancés dans la lutte pour chasser Giscard et pour battre la division dont la droite, seule, tirait profit. Vous avez été nombreux à nous rejoindre, à nous soutenir dans ce combat.

Giscard a été chassé et, avec lui, la majorité de droite au Parlement.

La victoire du 10 mai a soulevé de nombreux espoirs chez les millions de travailleurs qui ont élu François Mitterrand et une majorité absolue de députés socialistes et communistes. Mais, depuis, la politique suivie par le gouvernement va à l'encontre de l'attente des travailleurs. Loin de gouverner contre les capitalistes, le PS et le PC multiplient les cadeaux aux patrons et les concessions à la bourgeoisie.

Et la droite relève la tête.

Dans ce cadre, les élections municipales de mars 1983 seront une échéance décisive.

C'est pourquoi la LCR a décidé, à nouveau, de s'engager dès à présent dans cette bataille. Comme il y a deux ans, nous voulons y associer toutes celles et tous ceux qui sont d'accord avec ses axes, son objectif. En effet, pour empêcher le retour en fanfare des battus du 10 mai, il est décisif qu'une force unitaire s'affirme à la gauche du PC et du PS pour leur dire : votre politique tourne le dos à l'attente des travailleurs ; elle fait le lit de la droite.

C'est pourquoi nous travaillons à réunir les conditions pour que soit présente à ces élections municipales une liste révolutionnaire unitaire dans les principales villes du pays. Ainsi, des dizaines de milliers de travailleurs auront la possibilité de voter contre la droite sans cautionner la politique du PS et du PC, ni se réfugier dans l'abstention comme lors des récentes élections.

Nous avons besoin pour cela de l'engagement et de la participation active de toutes celles et de tous ceux qui sont convaincus de l'importance de cette bataille. C'est avec leur appui que pourront être réunis les moyens de cette campagne.

Il faut réunir le nombre de candidats et de candidates suffisant pour former les listes. Il faut aussi trouver les moyens financiers. Une telle campagne coûte cher. La loi électorale a été modifiée, mais les dispositions antidémocratiques écartant les forces minoritaires ont été préservées. Entre autres, la barre des 5 % a été maintenue pour le remboursement des frais électoraux.

Les grands partis sont assurés de rentrer dans leurs frais. Pour les « petites listes », au contraire, la campagne représente une lourde charge financière. Nous estimons qu'il faut réunir la somme de 1 000 000 F d'ici le mois de mars. Pour cela nous ne pouvons compter que sur les contributions des milliers de travailleurs et de jeunes qui veulent agir pour que ça change vraiment, pour empêcher le retour de la droite, pour s'en prendre aux capitalistes.

C'est le sens de notre appel aujourd'hui. Nous sommes convaincus que vous serez nombreux à l'entendre et à vous retrouver à nos côtés.

Alain Krivine

MUNICIPALES MARS 1983

• Pour battre la droite
qui relève la tête



L'affiche de rentrée de la LCR

• Pour que l'espoir du 10 mai
ne cède pas la place
au découragement,
à la démobilisation,
à la défaite

Pour des listes révolutionnaires unitaires

IL NOUS FAUT
1 000 000 F

A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Je souhaite m'associer à la campagne municipale

Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire

Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne

je verse F

je verserai F par mois

(chèque à l'ordre de la LCR)

NOM

Prénom

Profession

Adresse